Kronstadt 1921

Quelques documents

Kronstadt 1921

Quelques documents

Une sélection de textes publiée sur renverse.co
entre le 8 mars et le 4 avril 2021

CIRA Lausanne, 2021

Kronstadt libérée parle aux ouvrières du monde (Radiotélégramme)

par les insurgés de Kronstadt

Pour une entrée en matière en écho aux luttes actuelles, voici un texte court, celui que les insurgés de Kronstadt adressèrent aux « ouvrières du monde » à l'occasion du 8 mars, avec grandiloquence et par radiotélégramme.

***

Aujourd'hui, c'est la fête dans le monde entier – c'est le jour des travailleuses. Nous, ceux de Kronstadt, sous le feu des armes, sous les mugissements des obus qui déferlent sur nous, envoyés par les ennemis du peuple travailleur – par les communistes –, nous vous adressons notre salut fraternel, travailleuses du monde. Nous vous adressons le salut de Kronstadt la Rouge insurgée, le salut du royaume de la liberté. Que nos ennemis essaient de nous abattre. Nous sommes forts, nous sommes invincibles.

Nous vous souhaitons de conquérir au plus vite votre libération de toute oppression et de toute violence.

Vivent les libres ouvrières révolutionnaires !

Vive la Révolution sociale mondiale !

8 mars 1921.

Le Comité révolutionnaire provisoire de Kronstadt

Source : Collectif, *Journal de la Commune de Kronstadt, par le Comité révolutionnaire provisoire, 3-16 mars 1921*, Cœuvres, Ressouvenances, 2019, p. 51.

Les premiers dissentiments

par Voline

Dans ces deux extraits de son ouvrage classique sur la révolution russe d'un point de vue anarchiste, La révolution inconnue*, Voline évoque rapidement la situation géographique de la ville, puis présente les prémisses de l'opposition de la population de Kronstadt au gouvernement bolchevique centralisé, par le biais de l'exemple de la gestion des logements.*
Voline, pseudonyme de Vsévolod Mikhaïlovitch Eichenbaum (1882-1945), était issu d'une « bonne famille », mais rompit rapidement avec ce milieu aisé pour se consacrer à la lutte révolutionnaire. D'abord proche du Parti socialiste révolutionnaire, il rejoignit ensuite les anarchistes et participa de manière très active au mouvement tout au long de la période révolutionnaire en Russie, notamment aux côtés de la Makhnovtchina. Rédigée en France, où il vécut après son expulsion de Russie et jusqu'à sa mort, La révolution inconnue *fut publiée par ses ami·es de manière posthume, en 1945.*

***

Quelques notions géographiques

[. . .] Kronstadt est une forteresse, un port militaire ou, plutôt, une ville forte et une place de guerre, bâtie, il y a deux siècles, sur l'île de Kotline, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Saint-Pétersbourg (aujourd'hui Léningrad), au fond du golfe de Finlande. Elle défend l'accès de la capitale par la mer Baltique. Elle est, en même temps, la principale base de la flotte baltique russe.

Le golfe de Finlande est gelé en hiver. Les communications entre Kronstadt et la capitale sont assurées pendant cinq mois de l'année, de novembre à avril, par une route de neige, établie sur la glace épaisse du golfe.

L'île de Kotline – une bande de terre étroite et allongée, de contours très irréguliers – est longue de 12 kilomètres. Sa largeur maximum atteint, par endroits, 2 à 3 kilomètres. Ses côtes sont peu abordables et, de plus, bien protégées militairement.

La partie est de la ville, qui fait face à la capitale, comprend la ville, les ports et les docks, qui occupent un tiers de l'île environ. Les côtes nord, ouest

et sud sont parsemées de fortins et de bastions. Entre les côtes et la ville se trouvait, à l'époque de la Révolution de 1917, un terrain à peu près désert.

Au nord et au sud, l'île est entourée de nombreux forts et batteries, avancées assez loin en mer.

Notons encore que, face à la côte sud de l'île, se trouve, à une vingtaine de kilomètres par mer, sur une pointe du continent, un fort important, « Krasnaïa Gorka » ; de l'autre côté, face au littoral nord de l'île, se trouve à quelque 10 kilomètres par la mer, le cap fortifié, dit « Lissy Noss ».

À l'intérieur de la ville, l'endroit le plus remarquable est l'immense « Place de l'Ancre ». Pouvant contenir jusqu'à 30 000 personnes, cette place servait jadis à l'instruction des conscrits et à des revues militaires. Pendant la Révolution elle devint un véritable forum populaire. Sur convocation et à la moindre alerte, les marins, les soldats et les ouvriers y accouraient pour assister à des meetings monstres.

En hiver, le même rôle était rempli par le vaste « manège maritime ».

La population de la ville comprenait : avant tout, les équipages de la flotte Baltique, répartis dans de vastes casernes ; ensuite, les soldats de la garnison, artilleurs pour la plupart ; quelques milliers d'ouvriers, occupés surtout dans les arsenaux militaires ; enfin, de nombreux officiers, fonctionnaires, commerçants, artisans employés, etc. En tout quelque 50'000 habitants.

Les premiers dissentiments entre Kronstadt et le gouvernement bolcheviste.

[. . .] Les premiers dissentiments entre ceux de Kronstadt et le nouveau gouvernement se firent jour presque au lendemain de la Révolution d'octobre.

Le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets locaux » signifiait pour Kronstadt l'indépendance de chaque localité, de chaque Soviet, de chaque organisme social dans les affaires qui les concernaient, par rapport au centre politique du pays : le droit de prendre des initiatives, des décisions et des mesures, sans demander la « permission » à ce « centre » D'après cette interprétation, le « Centre » ne pouvait dicter ni imposer sa volonté aux Soviets locaux, chaque Soviet, chaque organisme ouvrier ou paysan étant le « maître » chez lui. Nécessairement, il avait à coordonner son activité avec celle d'autres organisations, sur une base fédérative. Les affaires concernant le pays entier devaient être coordonnées par un centre fédératif général.

Kronstadt supposait donc que, sous la protection du gouvernement « prolétarien » et « ami », une Fédération libre des Soviets et une Fédération libre des Comités d'Usines allaient créer progressivement une force organisée puissante, capable de défendre les conquêtes de la Révolution Sociale et de continuer celle-ci.

Or, le gouvernement – naturellement – s'occupait de tout, sauf du problème primordial : celui d'aider les organisations ouvrières et paysannes à s'émanciper définitivement.

Le gouvernement se préoccupait de la Constituante, de sa propre installation et de ses prérogatives, de ses rapports avec les divers partis politiques, de l'élaboration des projets de collaboration avec les restes de la bourgeoisie (« contrôle ouvrier de la production »), etc. Il se souciait fort peu de l'indépendance des organisations ouvrières. Il n'y pensait pas le moins du monde.

Il y avait mieux : manifestement, il comprenait le mot d'ordre « pouvoir aux Soviets » d'une façon étrange. Il l'appliquait à contre-sens. Au lieu de prêter main-forte aux masses ouvrières pour leur permettre de conquérir et d'élargir leur activité propre et autonome, il commençait par leur enlever tout « pouvoir » et par les traiter comme des sujets soumis. Il fermait à son gré les usines et en licenciait le personnel contre la décision de celui-ci ; il prenait d'autres mesures arbitraires et coercitives, sans même demander l'avis des travailleurs intéressés, il faisait fi des réclamations émanant des organisations ouvrières. Et surtout – tous les jours davantage – il rétrécissait, sous divers prétextes, la liberté d'action des Soviets et des autres organismes de travailleurs, s'imposait partout arbitrairement et même par la violence.

Complétons à ce propos les exemples cités précédemment de l'imposture du gouvernement bolcheviste et aussi de son incapacité en face des problèmes réels de la Révolution.

Au début de 1918, la population laborieuse de Kronstadt, après des débats dans de multiples réunions, décida de procéder à la « socialisation des maisons et des habitations ».

Il s'agissait, d'abord, d'obtenir le consentement et le concours du Soviet local ; puis, de créer un organisme compétent, ayant à sa charge le recensement et l'examen des immeubles et des locaux, la répartition la plus équitable des logements, leur remise en état, leur entretien, la mise en fonction d'un service de réparations, de constructions nouvelles, etc.

Un dernier meeting populaire monstre chargea définitivement quelques membres du Soviet – socialistes-révolutionnaires de gauche et anarcho-syndicalistes – de soulever la question à la prochaine séance plénière.

En conséquence, un projet détaillé, établi par les mandataires, fut déposé au bureau du Soviet. L'article premier du projet déclarait : « Désormais, la propriété privée pour ce qui concerne les biens fonciers et les immeubles est abolie ». D'autres articles spécifiaient :

> *– la gestion de tout immeuble incombera désormais au « Comité de la maison », élu par l'ensemble de ses locataires ;*
> *– les affaires importantes concernant un immeuble seront discutées et résolues par des assemblées générales des locataires ;*
> *– les affaires concernant l'ensemble d'un quartier seront examinées aux assemblées générales de ses habitants ; des « Comités de quartier » seront désignés dans leur sein ;*
> *– les « Comité d'arrondissement » s'occuperont des affaires touchant tout un arrondissement ;*
> *– enfin, les délégués de tous les arrondissements de la ville formeront le « Bureau exécutif urbain des Comités de maisons », lequel prendra à sa charge les affaires concernant la ville entière.*

Les membres bolcheviks du Soviet demandèrent de reporter à huit jours la discussion du projet, prétextant l'importance du problème et la nécessité d'un examen approfondi. Ce délai accepté par le Soviet, ils se rendirent à Pétrograd afin d'y obtenir des instructions du « Centre ».

À la séance suivante les bolcheviks demandèrent le retrait du projet déposé. Ils déclarèrent, notamment, qu'un problème d'une telle importance ne pouvait être résolu autrement que pour l'ensemble du pays ; que Lénine était déjà en train de préparer un décret à ce sujet et que, dans l'intérêt même de la question, le Soviet de Kronstadt devait attendre les instructions du Centre.

Les socialistes-révolutionnaires de gauche, les maximalistes et les anarcho-syndicalistes demandèrent la discussion immédiate et obtinrent gain de cause. Au cours des débats, l'extrême-gauche souligna la nécessité de passer au vote aussitôt après discussion et de procéder à la réalisation immédiate du projet s'il était adopté.

Alors les bolcheviks et les sociaux-démocrates (mencheviks) formèrent un « front unique », se levèrent et quittèrent la salle. Des applaudissements

ironiques nourris et des cris : « Enfin, ça y est : les voilà unis ! » accompagnèrent leur geste.

S'efforçant d'arranger les choses, un délégué maximaliste proposa de voter le projet article par article, ce qui permettait aux bolcheviks de revenir, de prendre part au vote et d'effacer ainsi la fausse impression que leur sortie avait laissée : celle d'être contre l'abolition de la propriété privée.

La proposition fut adoptée. Entre-temps, les bolcheviks comprirent leur manque de tactique. Ils regagnèrent leurs sièges et votèrent l'article premier : « La propriété privée en ce qui concerne les biens fonciers et les immeubles est abolie ».

Ce fut de leur part un vote « de principe ».

Mais lorsqu'on passa à la discussion des articles traitant des moyens de réalisation immédiate de ce principe, ils quittèrent la salle à nouveau.

Détail curieux : quelques bolcheviks estimèrent impossible pour eux de se soumettre, dans cette affaire, à la « discipline du parti ». Ils restèrent à leurs places, prirent part à la discussion et votèrent le projet. Ils déclarèrent avoir été formellement mandatés par leurs électeurs pour voter la réalisation immédiate de celui-ci. Néanmoins, sévèrement frappés, ils furent exclus du parti « en raison de leur penchant anarcho-syndicaliste ».

Le projet fut voté.

Mais longtemps encore, une lutte passionnée se poursuivit autour de cette affaire, aux ateliers, dans les bataillons, sur les navires, etc. (Kronstadt n'était pas encore ligoté.) Les réunions se succédaient. Les membres du Soviet étaient invités à y faire des rapports sur les incidents de la discussion et sur leur attitude. Certains bolcheviks réfractaires au projet furent rappelés du Soviet par leurs électeurs.

À la suite de ces incidents, les bolcheviks ouvrirent une campagne violente contre les anarcho-syndicalistes. Et ils tentèrent de saboter l'application du projet adopté.

Rien n'y fit. Bientôt, les Comités (des immeubles, des quartiers, etc.) furent constitués et commencèrent à fonctionner. Le projet entra en vigueur. Le principe : « Chaque habitant a droit à un logis convenable » devint une réalité.

Toutes les habitations furent méthodiquement visitées, examinées et recensées par les soins des Comités, aux fins d'une répartition plus équitable.

On découvrit, d'une part, des taudis horribles où s'entassaient des malheureux, parfois plusieurs familles ensemble, alors que des appartements de 10

à 15 pièces, ensoleillées et confortables, n'étaient occupés que par quelques personnes seulement. Le directeur de l'École des Ingénieurs, par exemple, célibataire, occupait à lui seul un appartement luxueux de 20 pièces. Et lorsque la commission se présenta pour recenser son appartement et diminuer son « espace vital » au profit de quelques malheureuses familles arrachées à des taudis malsains, il protesta bruyamment et qualifia cet acte de « véritable brigandage ».

Bientôt, tous ceux qui remplissaient des baraques insalubres, des mansardes infectes ou des sous-sols immondes, purent être logés dans les locaux un peu plus sains et confortables.

On aménagea quelques hôtels pour les voyageurs.

Chaque Comité d'arrondissement organisa un atelier chargé des travaux de réparations et d'aménagement des immeubles. Ces ateliers fonctionnèrent avec succès.

Plus tard, le gouvernement bolcheviste détruisit cette organisation et brisa net ses débuts constructeurs. La gestion des immeubles passa à une institution purement bureaucratique, centralisée par en haut : la « Centrale des biens fonciers et des immeubles » rattachée au « Conseil d'Économie nationale ». Cette « Centrale » installa dans chaque immeuble, quartier, arrondissement un fonctionnaire ou, pour mieux dire, un policier, chargé surtout de surveiller les entrées et les sorties des maisons, de signaler les déplacements des habitants du quartier, de signifier les infractions aux lois de couchage et aux règlements des visas, de dénoncer les « suspects », etc.

Plusieurs décrets bureaucratiques et partant stériles, furent promulgués. Tous les travaux, toutes les tâches positives, concrètes, furent abandonnés. La population intéressée étant même éliminée de la besogne (comme dans d'autres domaines), tout retomba dans l'état d'inertie et de stagnation. Les meilleurs immeubles furent réquisitionnés pour les services bureaucratiques de l'État, pour les appartements des fonctionnaires, etc. Et les autres, plus ou moins abandonnés à leur sort, commencèrent à se détériorer.

Voline

Source : Voline, *La révolution inconnue. Livre troisième, Les luttes pour la véritable Révolution sociale (1918-1921)*, Genève, Entremonde, 2009 [1945], pp. 9-10 et 26-31.

L'atmosphère était chargée au point d'exploser

par Emma Goldmann

Militante anarchiste et féministe principalement connue pour son activité aux États-Unis, Emma Goldman (1869-1940) en avait été expulsée en 1919 par le gouvernement américain vers la Russie, son pays d'origine. D'abord enthousiasmée par la révolution et déterminée à participer à la construction d'une société nouvelle, elle déchante progressivement devant la réalité du régime autoritaire mis en place par les bolcheviques.
Dans l'extrait suivant, tiré de son autobiographie rédigée à la fin des années 20 et parue en français sous le titre Vivre ma vie*, elle relate la période précédant immédiatement le soulèvement et décrit la situation sociale et politique à Petrograd, ancienne capitale de la Russie sous le nom de Saint-Pétersbourg (et bientôt renommée Leningrad), sous le joug du régime imposé par le parti communiste.*

***

Pendant mes premiers temps en Russie, la question des grèves m'avait beaucoup intriguée. On m'avait raconté que la moindre tentative de ce type était écrasée et les participants jetés en prison. Je ne l'avais pas cru et, comme toujours dans ce genre de situation, je m'étais adressée à Zorine pour plus d'informations. « Les grèves sous la dictature du prolétariat ! s'était-il exclamé. Ça n'existe pas. » Il m'avait même réprimandée pour avoir accordé du crédit à des histoires aussi démentes et impossibles. Contre qui, en effet, les ouvriers se mettraient-ils en grève en Russie soviétique, avait-il demandé. Contre eux-mêmes ? Ils étaient les maîtres du pays, politiquement autant qu'industriellement. À vrai dire, certains travailleurs n'avaient pas une pleine conscience de classe et de leurs propres intérêts. Ils étaient parfois mécontents, mais il s'agissait d'éléments incités par les *chkourniky*, les opportunistes et les ennemis de la révolution. C'étaient des escrocs et des parasites qui trompaient à dessein les gens ignorants. C'étaient les pires *sabotajniki*, qui ne valaient pas mieux que les contre-révolutionnaires à tous crins et, bien sûr, les autorités soviétiques devaient protéger le pays contre cette engeance. La plupart se trouvaient en prison.

Depuis lors, j'avais appris de mes propres observations et de mon expérience que les vrais *sabotajniki*, contre-révolutionnaires et bandits incarcérés dans les institutions pénales soviétiques, constituaient une minorité négligeable. Le gros de la population des prisons se composait d'incroyants coupables du péché cardinal contre l'Église communiste. Car aucun délit n'était jugé aussi abominable que celui de nourrir des opinions politiques en opposition avec le parti et d'élever la moindre protestation contre les maux et les crimes du bolchevisme. Je découvris que le plus grand nombre étaient de loin des prisonniers politiques, ainsi que des paysans et des ouvriers coupables d'avoir réclamé un meilleur traitement et de meilleures conditions de vie. Ces informations, quoique soigneusement cachées au public, étaient néanmoins connues de tous, comme d'ailleurs en général ce qui se passait en secret sous la surface soviétique. Comment elles transpiraient, c'était un mystère, mais le fait était qu'elles filtraient et se répandaient avec la rapidité et l'intensité d'un incendie de forêt.

Moins de vingt-quatre heures après notre retour à Petrograd, nous apprîmes que la ville bouillonnait de mécontentement et que la grève était dans toutes les bouches. La cause en était la souffrance accrue due à l'hiver particulièrement rigoureux et, en partie, à l'habituelle myopie soviétique. De fortes tempêtes de neige avaient retardé l'approvisionnement déjà très insuffisant de la ville en nourriture et en combustible. De plus, le Petrosoviet avait commis l'erreur stupide de fermer plusieurs usines et de réduire de près de la moitié les rations de leurs employés. En même temps, alors que le reste des travailleurs étaient chaussés et vêtus misérablement, l'information avait circulé que les membres du parti dans les ateliers avaient reçu une nouvelle livraison de chaussures et de vêtements. Pour couronner le tout, les autorités avaient opposé leur veto à la réunion convoquée par les ouvriers pour discuter des moyens d'améliorer la situation.

La situation était très grave, de l'avis qui prédominait parmi les éléments non communistes de Petrograd. L'atmosphère était chargée au point d'exploser. Nous décidâmes évidemment de rester en ville. Non pas que nous espérions empêcher les troubles imminents, mais nous voulions être disponibles au cas où nous pourrions aider la population.

Personne ne s'était attendu à ce que l'orage éclatât si vite. Il commença par la grève des ouvriers des filatures Troubotchny. Leurs revendications étaient pourtant assez modérées : une augmentation des rations alimentaires

comme ils en avaient reçu la promesse depuis longtemps, ainsi que la distribution des chaussures déjà livrées sur place. Le Petrosoviet refusa d'entrer en pourparlers avec les grévistes tant qu'ils n'auraient pas repris le travail. Des compagnies de *koursanty* armés, composées de jeunes communistes en cours d'instruction militaire, furent envoyées pour disperser les ouvriers rassemblés autour des filatures. Les élèves officiers cherchèrent à provoquer la foule en tirant en l'air, mais heureusement les ouvriers étaient venus sans armes, et il n'y eut pas d'effusion de sang. Les grévistes recoururent à une arme beaucoup plus puissante, la solidarité de leurs camarades travailleurs, avec pour résultat que les employés de cinq autres usines posèrent leurs outils et se joignirent au mouvement de grève. Comme un seul homme, ils déferlèrent depuis le port Galernaïa, les arsenaux de l'Amirauté et les usines Patronny, Baltique et Laferme. Leur manifestation fut rapidement dispersée par les soldats. D'après tous les récits, je compris que le traitement des grévistes n'avait en aucune façon été fraternel. Même une ardente communiste comme Liza Zorine fut choquée au point de s'insurger contre les méthodes employées. Liza et moi, nous nous étions éloignées l'une de l'autre depuis longtemps, et je fus donc très surprise qu'elle éprouve le besoin de soulager auprès de moi le fardeau qui oppressait son cœur. Elle n'aurait jamais cru les hommes de l'Armée rouge capables de malmener des travailleurs, protesta-t-elle. En voyant cette scène, quelques femmes s'étaient évanouies ; d'autres étaient devenues hystériques. Une femme qui se trouvait près d'elle l'avait apparemment reconnue comme un membre actif du parti et l'avait sans doute tenue responsable de cette brutalité. Comme une furie, cette femme s'en était prise à elle et l'avait frappée en plein visage, la faisant saigner abondamment. Bien qu'ébranlée par le coup, la pauvre Liza, qui m'avait toujours taquinée pour ma sentimentalité, avait dit à son assaillante que cela n'avait aucune importance. « Pour rassurer la femme affolée, je l'ai suppliée de me laisser la raccompagner chez elle, raconta Liza. Son logis était un trou effrayant dont je croyais qu'il n'en existait plus dans notre pays. Une seule pièce sombre, froide et nue qu'occupaient la femme, son mari et leurs six enfants. Quand je pense que je vis à l'Astoria depuis tout ce temps ! » gémit-elle. Elle savait que ce n'était pas la faute de son parti si des conditions aussi épouvantables existaient encore en Russie soviétique, continua-t-elle. Ce n'était pas non plus l'obstination communiste qui était responsable de la grève. Le blocus et la conspiration impérialiste mondiale contre la République des travailleurs

étaient les coupables de la misère et des souffrances. Mais, tout de même, elle ne pouvait plus rester dans son logement confortable. La chambre de cette femme désespérée et la vue de ses enfants frigorifiés la hanteraient du matin au soir. Pauvre Liza ! Loyale et dévouée, elle avait un caractère en or, mais elle était tellement aveugle politiquement !

En réaction à l'arbitraire et à la brutalité des autorités, les ouvriers ne se contentaient plus simplement de demander du pain et du combustible, mais formulaient des revendications politiques résolues. Un manifeste collé sur les murs, nul ne savait par qui, appelait au « changement complet de la politique du gouvernement ». Il déclarait : « Les ouvriers et les paysans ont besoin avant tout de liberté. Ils ne veulent pas vivre en suivant les décrets des bolcheviks ; ils veulent contrôler leurs propres destinées. » Chaque jour, la situation devint plus tendue et de nouvelles revendications s'exprimèrent sous forme de proclamations collées sur les murs. On vit enfin apparaître un appel à la *Outchredilka*, l'Assemblée constituante tant détestée et dénoncée par le parti dirigeant.

La loi martiale fut proclamée et, sous peine d'être privés de leurs rations, les ouvriers sommés de regagner leurs ateliers. Cette mesure restant sans effet, de nombreux syndicats furent dissous, et leurs responsables ainsi que les grévistes les plus récalcitrants jetés en prison.

Misérables et impuissants, nous vîmes des groupes d'hommes, entourés par des tchékistes et des soldats armés, passer sous nos fenêtres. Dans l'espoir d'obliger les dirigeants soviétiques à se rendre compte de la folie et du danger de leurs tactiques, Sasha [Alexandre Berkman] tenta de joindre Zinoviev tandis que je me mis en quête de Mme Ravitch, de Zorine et de Tsipérovitch, chef du soviet des syndicats de Petrograd. Mais tous se défilèrent sous prétexte qu'ils étaient trop occupés à défendre la ville contre les complots contre-révolutionnaires fomentés par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. La formule était éculée à force d'être répétée depuis trois ans, mais elle servait encore à aveugler la base communiste.

La grève continuait à s'étendre malgré toutes les mesures extrêmes adoptées. Les arrestations se succédèrent, mais la stupidité même avec laquelle les autorités faisaient face à la situation ne servait qu'à encourager les éléments douteux. Des proclamations antirévolutionnaires et antijuives commencèrent à apparaître, et les folles rumeurs sur la répression militaire et la brutalité de la Tchéka contre les grévistes remplirent la ville.

Les ouvriers étaient déterminés, mais il était évident que la faim les obligerait bientôt à se soumettre. Il n'y avait aucun moyen pour le public d'aider les grévistes même si les gens avaient quelque chose à donner. Des troupes massées coupaient toutes les voies d'accès aux zones industrielles de la ville. De plus, la population elle-même vivait dans une misère noire. Le peu de nourriture et de vêtements que nous réussissions à rassembler n'était qu'une goutte d'eau dans l'océan. Nous comprîmes tous qu'entre la dictature et les ouvriers, les chances étaient trop inégales pour permettre à ces derniers de tenir beaucoup plus longtemps.

Dans cette situation tendue et désespérée, un nouveau facteur intervint qui permettait d'espérer un règlement. Ce furent les marins de Kronstadt. Fidèles à leurs traditions révolutionnaires et à leur solidarité avec les ouvriers, démontrées avec tant de loyauté lors de la révolution de 1905 et pendant les soulèvements de mars et d'octobre 1917, ils prirent de nouveau fait et cause pour les prolétaires tourmentés de Petrograd. Discrètement et sans qu'on le sache à l'extérieur, ils avaient envoyé un comité pour examiner les revendications des grévistes. Son rapport avait poussé les marins des navires de guerre Petropavlovsk et Sebastopol à adopter une résolution en faveur des demandes de leurs frères ouvriers en grève. Ils se déclaraient fidèles à la révolution et aux soviets, et loyaux envers le parti communiste. Ils protestaient toutefois contre l'attitude arbitraire de certains commissaires et insistaient sur le besoin d'une plus grande autodétermination des instances organisées des ouvriers. Ils réclamaient en outre la liberté de réunion pour les syndicats de travailleurs et les organisations paysannes, et la libération de tous les prisonniers politiques des prisons et des camps de concentration soviétiques.

Emma Goldman

Source : Emma Goldman, *Vivre ma vie. Une anarchiste au temps des révolutions*, Paris, L'Échappée, 2018 [1931], traduit par Laure Batier et Jacqueline Reuss, pp. 955-959.

Pourquoi nous combattons

par les insurgés de Kronstadt

Les revendications des révoltés de Kronstadt ont été bien souvent recouvertes par les calomnies et la désinformation massivement diffusées par la direction du parti communiste, qui contrôlait alors tous les médias officiels, les autres étant interdits. Dès les premiers jours de l'insurrection, Kronstadt a pourtant publié un journal, les Izvestia [Nouvelles] du Comité révolutionnaire provisoire des matelots, soldats rouges et ouvriers de la ville de Kronstadt.
Voici deux textes issus de cette publication des insurgés eux-mêmes. Le premier est constitué par la résolution rédigée par les marins du navire Petropavlosk et adoptée le 1er mars 1921 par une assemblée de plus dix mille soldats, ouvriers et marins, qui constitue en quelque sorte le manifeste du soulèvement de Kronstadt. Le second, publié dans les Izvestia *du 8 mars et titré « Pourquoi nous combattons », proclame la nécessité d'une « troisième révolution » qui renversera la dictature bolchevique, après la chute du tsarisme en février 1917 et celle du parlementarisme bourgeois en octobre.*

***

Résolution de l'Assemblée générale des équipages des 1re et 2e escadres des navires de ligne tenue le 1er mars 1921.

Après avoir entendu le rapport des délégués envoyés à Petrograd par l'assemblée des équipages pour s'informer de la situation dans l'ancienne capitale, les matelots ont décidé de :

1. Procéder sans tarder à la réélection des soviets au scrutin secret, attendu que les soviets actuels ne reflètent pas la volonté des ouvriers et des paysans ; à cette fin, mener une campagne électorale qui assurera aux ouvriers et aux paysans une totale liberté de propagande.

2. Établir la liberté de parole et de presse pour les ouvriers et les paysans, les anarchistes et les partis socialistes de gauche.

3. Garantir la liberté de réunion aux unions professionnelles et paysannes.

4. Réunir au plus tard le 10 mars 1921 une conférence sans-parti des ouvriers, soldats rouges et marins de Kronstadt, de Petrograd et de son gouvernement.

5. Remettre en liberté tous les prisonniers politiques socialistes ainsi que tous les ouvriers, paysans, soldats rouges et marins, emprisonnés à la suite de leur agitation.

6. Élire une commission chargée d'examiner les dossiers des détenus des prisons et camps de concentration.

7. Abolir tous les « Départements Politiques » [cellules communistes de surveillance et de propagande], car nul parti ne doit jouir de privilèges pour la propagation de ses idées ni obtenir de l'État des ressources dans ce but. Instituer à leur place des commissions de Culture et d'Enseignement élues dans chaque localité et subventionnées par l'État.

8. Supprimer immédiatement tous les détachements de barrages [détachements militaires encadrés ou entièrement composés par les tchékistes, et chargés de barrer les routes et les accès des villes pour contrôler la circulation des individus].

9. Distribuer une ration alimentaire égale à tous les travailleurs à l'exception de ceux exerçant des métiers pénibles.

10. Abolir les détachements communistes de choc dans toutes les unités de l'armée ainsi que les diverses gardes communistes des usines et des ateliers. S'il est indispensable d'établir ces gardes ou détachements, les désigner parmi les compagnies dans l'armée ou parmi les ouvriers dans les usines.

11. Donner aux paysans pleine liberté d'action sur leur terre, comme ils le réclament, ainsi que le droit de posséder du bétail, qu'ils devront entretenir et diriger par eux-mêmes sans employer de salariés.

12. Appeler toutes les unités de l'armée ainsi que les camarades élèves-officiers à s'associer à notre résolution.

13. Exiger que toutes nos résolutions soient largement publiées par la presse.

14. Désigner une commission itinérante de contrôle.

15. Autoriser la production artisanale libre n'employant pas de salariés.

***

Pourquoi nous combattons

En faisant la Révolution d'Octobre, la classe ouvrière espérait atteindre son émancipation. Mais le résultat en a été un asservissement complet de l'individu.

Le pouvoir de la monarchie policière est passé aux mains des usurpateurs communistes, lesquels, en fait de liberté, ont inspiré aux travailleurs la terreur perpétuelle de tomber dans les chambres de torture de la Tchéka, qui surpasse mille fois en horreur la police du régime tsariste.

Les baïonnettes, les balles et les insultes grossières des *opritchniki* [sorte d'escadrons de la mort tsaristes au XVIe siècle] de la Tchéka, voilà ce que les travailleurs de la Russie Soviétique ont obtenu après un nombre incalculable de luttes et de souffrances. Aux glorieux emblèmes du pouvoir des travailleurs – la faucille et le marteau –, le pouvoir communiste a substitué dans les faits la baïonnette et le barreau de prison, grâce auxquels sera assurée à la nouvelle bureaucratie des commissaires et des fonctionnaires communistes une vie tranquille et heureuse.

Mais, le plus abominable et le plus criminel est la servitude morale que les communistes ont engendrée : ils ont fait main basse sur le monde intérieur des travailleurs, les contraignant à ne penser que selon leur doctrine.

À l'aide des syndicats d'État, ils ont lié les ouvriers à leur machine, ayant fait du travail, non un plaisir, mais un nouvel esclavage. Aux protestations des paysans qui s'exprimèrent par des soulèvements spontanés, et à celles des ouvriers obligés à la grève par les conditions mêmes de leur vie, ils répondent par des fusillades massives et par une soif de sang qui surpasse celle des généraux tsaristes.

La Russie laborieuse, qui fut la première à brandir le drapeau rouge de la libération du travail, est entièrement recouverte du sang de ceux qui ont été torturés pour la glorification de l'État Communiste. Dans cette mer de sang,

les communistes noient tous les grands et radieux engagements et tous les mots d'ordre de la révolution du travail.

Il est apparu de plus en plus clairement, et il est maintenant manifeste, que le P.C.R. n'est pas le défenseur des travailleurs ainsi qu'il se présente ; parvenu au pouvoir, il ne craint que de le perdre ; aussi se permet-il tous les moyens, calomnie, tromperie, assassinat, vengeance, envers les familles des insurgés.

Mais le martyre des travailleurs touche à sa fin.

Ici et là, le pays en lutte contre l'oppression et la violence s'est illuminé de l'incendie des rébellions. Des grèves ouvrières ont éclaté ; mais les agents de l'*Okhrana* [police politique de l'État tsariste] bolchevique, eux non plus, ne dormaient pas, et ils ont pris toutes mesures pour prévenir et étouffer l'inévitable Troisième Révolution.

Elle est pourtant arrivée, et c'est par les mains des travailleurs qu'elle s'accomplit. Pour les généraux communistes, il est clair que c'est le peuple qui s'est levé, convaincu qu'ils ont, eux, trahi les idéaux du communisme. Tremblant pour leur peau, sachant bien qu'ils ne se soustrairont pas à la colère des travailleurs, ils n'en essaient pas moins, aidés par leur *opritchniki*, d'intimider les insurgés par des emprisonnements, des fusillades et autres monstruosités. Mais, sous le joug de la dictature des communistes, la vie même est devenue plus effrayante que la mort.

Le peuple laborieux insurgé a compris que, dans la lutte qu'il a engagée contre les communistes et contre le droit féodal renouvelé que ceux-ci ont restauré, il ne peut exister de moyen terme. Il faut aller jusqu'au bout. Ils feignent d'accorder des concessions : dans le gouvernement de Petrograd, ils lèvent dix millions de roubles-or pour acheter à l'étranger des produits alimentaires. Mais il ne faut pas se leurrer : derrière cet appât se cache la poigne de fer du maître, du dictateur qui songe à faire payer, le calme revenu, ces concessions au centuple.

Non, il ne peut y avoir de moyen terme. Il faut vaincre ou mourir !

C'est l'exemple que donne Kronstadt la Rouge, terreur des contre-révolutionnaires, de droite ou de gauche.

Ici, s'est produit ce nouvel et grand élan révolutionnaire. Ici a été hissé le drapeau du soulèvement qui doit libérer le peuple de la violence et de l'oppression exercées depuis trois années par la dictature communiste, qui a éclipsé en si peu de temps un joug imposé par la monarchie depuis trois siècles.

Ici, à Kronstadt, a été posée la première pierre de la troisième révolution, qui brise les derniers fers entravant les masses laborieuses, et ouvre le chemin large et neuf qui mène à la réalisation du socialisme.

Cette nouvelle révolution secouera les masses travailleuses de l'Est et de l'Ouest, offrant l'exemple d'une nouvelle édification socialiste, opposée à cette « réalisation » communiste d'État, et donnant aux masses travailleuses de l'étranger l'intime conviction que tout ce qui s'est fait chez nous jusqu'alors au nom de la volonté des ouvriers n'était pas le socialisme.

C'est sans tirer un seul coup de feu, sans verser une seule goutte de sang que nous avons fait le premier pas. Le sang n'est pas nécessaire aux travailleurs. Ils ne le font couler qu'en cas de légitime défense. Nous avons assez de maîtrise, malgré tous les actes révoltants qu'ont perpétrés les communistes, pour nous borner à les isoler simplement de la vie sociale, afin qu'ils n'entravent pas le travail révolutionnaire par une agitation mensongère et venimeuse.

Les ouvriers et les paysans vont de l'avant, irrésistiblement, abandonnant derrière eux, et les institutions, et le système bourgeois, et la dictature du parti communiste, sa Tchéka et son capitalisme d'État, qui serraient comme une grande volte le cou des travailleurs et menaçaient définitivement de les étrangler.

Le changement présent donne aux travailleurs la possibilité d'avoir enfin ses Soviets librement élus, fonctionnant sans aucune pression violente du parti, de réorganiser les syndicats d'État en associations libres d'ouvriers, de paysans et de travailleurs intellectuels. Le bâton policier de l'autocratie communiste est enfin brisé.

Izvestia du Comité révolutionnaire provisoire des matelots, soldats rouges et ouvriers de la ville de Kronstadt

Source : Collectif, *Journal de la Commune de Kronstadt, par le Comité révolutionnaire provisoire, 3-16 mars 1921*, Cœuvres, Ressouvenances, 2019, pp. 14-15 et 51-53.

Une tentative de révolution soviétique libertaire

par Marie Isidine

Née en 1871 à Saint-Pétersbourg mais ayant étudié à Paris, Marie Isidine – Maria Isidorovna Goldsmith de son vrai nom – a contribué à de nombreux titres de la presse anarchiste, parmi lesquels la revue Khleb I Volia [Pain et Liberté], *publiée dès 1903 par le groupe anarchiste communiste russe de Genève, ou encore* La libre fédération, *éditée à Lausanne par Jean Wintsch de 1915 à 1919. Cet article, paru dans le numéro d'avril-mai 1921 de la revue* Les Temps Nouveaux, *est l'un des tout premiers à rendre compte du soulèvement de manière détaillée dans la presse libertaire francophone. Alors que les informations en provenance de Russie n'étaient pas aisément disponibles et souvent sujettes à caution, sa maîtrise de la langue et l'accès direct aux textes russes, à commencer par les* Izvestia *des insurgés, permettent à l'autrice de rendre justice aux contre-vérités propagées par l'État bolchevique.*

***

La vérité sur Kronstadt. Une Tentative de Révolution Soviétique Libertaire

Nous avons, enfin, des renseignements sûrs qui nous permettent de comprendre le vrai caractère du mouvement de Kronstadt, que le gouvernement bolcheviste vient d'écraser. Et nous pouvons affirmer sans hésiter, que ce mouvement a été odieusement calomnié : il n'a absolument rien de commun avec les blancs, généraux, monarchistes, agents de l'Entente, etc. Il n'est pas non plus le fait de pauvres dupes, dirigées à leur insu par des réactionnaires. C'est un mouvement absolument spontané, sans préparation, sans complot, sans guides extérieurs ; il a été conduit uniquement par les marins de Kronstadt eux-mêmes qui savaient très bien ce qu'ils voulaient. Et ce qu'ils voulaient, ce n'est nullement une contre-révolution, mais un changement qui permette, au contraire, à la révolution russe d'aller de l'avant, vers une vraie égalité et

une vraie administration du peuple par lui-même. Ils ont pris la défense des soviets – création des masses ouvrières russes – contre un gouvernement qui les a, de fait, supprimés en leur substituant une dictature de fonctionnaires.

Ce qui a pu troubler le public occidental et faire accorder créance à la calomnie, c'est la joie manifestée à la nouvelle du soulèvement de Kronstadt par la presse bourgeoise et les partis réactionnaires russes. Mais n'en est-il pas toujours ainsi ? Est-ce que, si une tentative révolutionnaire se produisait en France, les royalistes ne chercheraient pas à pêcher en eau trouble ? Et, pendant la guerre, le gouvernement allemand n'a-t-il pas encouragé le mouvement irlandais et même le mouvement bolcheviste russe, dans ses intérêts ? Cela a-t-il empêché ces mouvements d'être nettement révolutionnaires ? Les « manœuvres réactionnaires » sont toujours un argument facile auquel il ne faut pas se laisser prendre. Quand on pense que, en 1893-94, Jaurès voyait la main des Jésuites dans les attentats anarchistes et parlait de certaines chemises de soie rouge qu'on aurait trouvées chez tous les perquisitionnés et qui leur avaient, certainement, été distribuées par les gens de l'Église !

À Kronstadt, d'ailleurs, les réactionnaires, s'ils étaient plus intelligents, auraient dû, dès le début, voir qu'ils n'avaient rien à espérer. Dans leurs *Izvestia* (organe du Comité Révolutionnaire Provisoire), les marins révoltés repoussaient énergiquement la calomnie et déclaraient nettement qu'ils n'avaient absolument rien de commun avec les généraux blancs.

Par leurs actes, d'ailleurs, les insurgés de Kronstadt ont montré leur complète indépendance. Manquant de tout, ils ont cependant refusé d'être ravitaillés par l'Entente. Ils ont de même refusé les secours en argent, près de 500 000 francs, que se proposaient de leur envoyer des financiers russes de Paris. De Paris également, une centaine d'officiers russes des armées réactionnaires ont envoyé, par radio, à Kronstadt, leurs offres de services ; on leur a répondu : « Restez où vous êtes, nous n'avons pas besoin de vous. »

D'ailleurs, tous ceux qui connaissent le mouvement révolutionnaire russe savaient, dès le début, à quoi s'en tenir. Les marins de Kronstadt étaient déjà, lors de la première révolution, celle de 1906, au premier rang du mouvement ; leur rôle fut très important dans celle de 1917. Ils se sont montrés d'une intransigeance absolue et d'une combativité extrême ; sous le gouvernement de Kerensky, ils proclamèrent la Commune de Kronstadt et réclamèrent leur autonomie. À cette époque, le gouvernement répugnait à la répression et on arriva à une entente. Trotsky disait alors, en répondant à certains arguments :

« Oui, les marins de Kronstadt sont des anarchistes. Mais lorsque le moment de la lutte décisive pour la révolution arrivera, ceux qui vous poussent maintenant à la répression savonneront des cordes pour nous pendre tous, tandis que les marins de Kronstadt donneront leur vie pour notre défense ». Plus tard, lorsque les bolcheviks étaient les porte-parole des revendications populaires (« la paix, la terre et tout le pouvoir aux soviets ouvriers et paysans »), les marins de Kronstadt contribuèrent plus que quiconque à leur donner la victoire. Et, au cours de ces dernières années, ce sont eux encore qui furent le rempart de Petrograd contre les armées réactionnaires. Et ils seraient devenus tout d'un coup agents des « blancs » ? Kronstadt, nid de la réaction ? Impossible.

Des renseignements, des documents de là-bas sont maintenant venus confirmer ce que nous sentions tous d'avance. Disons quelques mots sur la marche des événements eux-mêmes.

À la fin de février, des troubles éclatèrent parmi les ouvriers de Petrograd ; il s'agissait de questions de ravitaillement. Il y eut des grèves et, comme toujours, des arrestations de grévistes. Kronstadt, où le mécontentement contre le gouvernement était déjà grand, s'émut et décida de soutenir les camarades de Petrograd. Le mouvement prit aussitôt un caractère politique. Les pouvoirs du soviet de Kronstadt avaient depuis longtemps expiré, mais le gouvernement se refusait à autoriser de nouvelles élections, pour conserver le pouvoir à l'ancien soviet, bolcheviste. Ce n'était, d'ailleurs, qu'une des manifestations de cette dictature du parti communiste, dont les marins de Kronstadt avaient eu plus d'une fois à souffrir.

Une délégation fut envoyée par les marins à Petrograd, pour étudier la situation sur place et élaborer un plan d'action commune. À son retour, l'ordre du jour suivant fut voté, le 1er mars, par une assemblée des équipages des vaisseaux de ligne.

> [*Ici figurait la « Résolution de l'Assemblée générale des équipages des 1re et 2e escadres des navires de ligne tenue le 1er mars 1921 », qu'on peut lire en page 17*]

La même résolution fut proposée ensuite à l'assemblée générale des citoyens de Kronstadt, comprenant 16 000 personnes environ, et adoptée à l'unanimité. Elle devint alors comme une « charte » du mouvement. Le 2 mars, à une réunion des délégués des vaisseaux, des unités militaires, des

ateliers et des syndicats ouvriers de Kronstadt (300 personnes en tout) fut nommé un « Comité Révolutionnaire Provisoire » chargé d'organiser les nouvelles élections, libres cette fois, au soviet local ; ce Comité fit paraître un journal quotidien, les *Izvestia*, et c'est lui qui nous renseigne sur les buts et le caractère du mouvement. Des extraits de ce journal ont été donnés par le journal *Voila Rosati* (Prague) et le bulletin *Pour la Russie* (Paris).

Dans un « Appel aux ouvriers, soldats rouges et marins » paru le 13 mars, ils disaient :

> *Ici, à Kronstadt, nous avons, dès le 2 mars, renversé le joug maudit des communistes et levé le drapeau rouge de la troisième révolution des travailleurs.*
> *Soldats rouges, marins, ouvriers, la révolutionnaire Kronstadt en appelle à vous.*
> *Nous savons qu'on vous trompe, qu'on ne vous dit pas la vérité sur ce qui se passe chez nous où nous sommes tous prêts à donner la vie pour l'œuvre sacrée de l'émancipation de l'ouvrier et du paysan.*
> *On cherche à vous convaincre qu'il y a, parmi nous, des généraux blancs et des popes.*
> *Afin d'en finir avec ces mensonges, nous portons à votre connaissance que le Comité Révolutionnaire Provisoire comprend les quinze membres suivants : 1. Petritchenko, employé de bureau du vaisseau de ligne Petropavlosk ; 2. Jacovenko, téléphoniste du service de liaison de la zone de Kronstadt ; 3. Ossossov, mécanicien du vaisseau de ligne Sébastopol ; 4. Arkhipov, mécanicien chef ; 5. Perepelkine, électricien du Sébastopol ; 6. Patrouchev, électricien chef du Petropavlovsk ; 7. Koupolov, médecin auxiliaire ; 8. Verchinine, matelot du Sébastopol ; 9. Toukine, ouvrier à l'usine électrique ; 10. Romanenko, gérant des chantiers de réparation ; 11. Orechine, surveillant de la 3e école du travail ; 12. Walk, contremaître à la scierie ; 13. Pavlov, ouvrier à l'usine des munitions ; 14. Baïkov, chef du matériel roulant de la forteresse ; 15. Kilgaste, pilote.*

Très caractéristique à cet égard est l'article « Pourquoi nous luttons ». [*On peut lire ce texte en page 19*]

Un autre article intitulé « Les étapes de la Révolution », paru dans le numéro anniversaire de la Révolution de 1917 (le 12 mars), développe cette idée que la Russie révolutionnaire a passé par deux périodes successives : celle où,

pendant le Gouvernement Provisoire, elle mettait tous ses espoirs dans l'Assemblée Constituante, et celle de la domination du parti communiste.

> *Le parti communiste s'est emparé du pouvoir en écartant les paysans et les ouvriers au nom desquels il agissait… Un nouveau servage communiste est né. Le paysan devenait un simple manœuvre, l'ouvrier un salarié de l'usine de l'État. Les travailleurs intellectuels étaient réduits à zéro… Le temps est venu de renverser la commissarocratie. La sentinelle vigilante de la révolution, Kronstadt, ne dormait pas. Elle avait été au premier rang en février et en octobre. Elle a levé la première le drapeau de la révolte pour la troisième révolution des travailleurs… L'autocratie tsariste est tombée. L'Assemblée Constituante est devenue une chose du passé. La commissarocratie tombera, elle aussi. Le temps est venu du véritable pouvoir des travailleurs, du pouvoir des soviets.*

Et voici un extrait de l'Appel au prolétariat mondial, du 13 mars :

> *Depuis douze jours, une poignée de véritables héros, d'ouvriers prolétaires, de soldats de l'armée rouge et de matelots, isolés du monde entier, a pris sur elle de supporter tous les coups des bourreaux communistes. Nous mènerons jusqu'au bout l'œuvre commencée de la libération du peuple opprimé par le fanatisme de parti, ou nous mourrons au cri de « Vivent les Soviets librement élus ! » Que le prolétariat du monde entier le sache. Camarades, nous avons besoin de votre appui moral ; protestez contre les violences des autocrates communistes…*

Fait à noter. Tout ce que nous avons dit du caractère du mouvement de Kronstadt est confirmé par les bolcheviks eux-mêmes. Un journal bolcheviste russe publié à Riga, le *Novy Put*, tout en propageant la fable de Kronstadt réactionnaire, publie imprudemment, dans son numéro du 19 mars, les lignes suivantes :

> *Les marins de Kronstadt sont, dans leur ensemble, des anarchistes. Ils ne sont pas à la droite, mais, au contraire, à la gauche des communistes. Dans leurs derniers radios, ils proclament : « Vive le pouvoir des Soviets ! » Pas une fois ils ont crié : « Vive la Constituante ! ». Pourquoi se sont-ils*

levés contre le gouvernement soviétique ? Parce qu'ils ne le trouvent pas suffisamment soviétique ! Ils proclament les mêmes mots d'ordre, mi-anarchistes, mi-communistes, que les bolcheviks eux-mêmes avaient lancés, il y a trois ans et demi, au lendemain de la révolution d'octobre.
Dans leur lutte contre le gouvernement soviétique, les insurgés de Kronstadt parlent de leur haine profonde pour les « bourgeois », pour tout ce qui est bourgeois. Ils disent : le gouvernement soviétique s'est « embourgeoisé », Zinoviev est « repu ». Ici, nous avons à faire avec une rébellion de gauche et non une rébellion de droite.

L'insurrection de Kronstadt est – momentanément du moins – vaincue. Nous ne savons pas quelle répercussion elle aura eue en Russie, tout en sentant une communauté d'esprit entre elle et toutes ces révoltes paysannes et ouvrières qui, dans les mêmes jours, ont agité et agitent encore les divers coins de la vaste Russie. Mais il s'en dégage pour nous une conclusion certaine. La Russie révolutionnaire brûle les étapes. Elle ne s'est presque pas attardée à une émancipation purement politique et au culte du suffrage universel, posant aussitôt le grand problème social. Maintenant, c'est l'étatisme centralisateur de la social-démocratie qui s'écroule.

Les soviets, tels qu'ils se dessinent dans l'esprit de la masse, représentent la décentralisation et l'autonomie extrêmes. Reste la grande question, la plus difficile, la plus grave : celle de l'organisation de la production non par l'État, mais par les producteurs.

Marie Isidine

Source : *Les Temps Nouveaux. Revue internationale des idées communistes libertaires*, n° 22 (avril-mai 1921), pp. 1-3.

Tout le pouvoir aux soviets !

par Oscar Anweiler

L'une des revendications principale des insurgés de Kronstadt était celle de « soviets libres », c'est-à-dire de conseils ouvriers affranchis de la tutelle des bolcheviques et rendus à leur rôle d'organe d'assemblées de base de la démocratie directe. Historien allemand, Oskar Anweiler (1925-2020) a publié en 1958 une étude sur Les soviets en Russie, 1905-1921*, dont l'extrait présenté ici met l'accent sur les espoirs (utopiques ?) incarnés par Kronstadt de faire advenir « le règne de l'égalité sociale, l'élimination de la bureaucratie et l'autodétermination des masses ».*

***

Que voulaient donc les insurgés ? Le mouvement éclata de façon spontanée comme un effet du mécontentement que la dictature bolchevique et ses résultats provoquaient au sein des masses. Mais, au début, il ne s'agissait nullement d'une entreprise visant délibérément le régime en tant que tel. Seule la désinvolture avec laquelle les dirigeants soviétiques accueillirent les revendications de « ceux de Kronstadt » eut pour conséquence d'aggraver la situation et de pousser les contestataires à faire appel à une « troisième révolution », destinée à jeter bas la dictature. Il est remarquable, par exemple, que les insurgés aient désigné comme responsables directs du bain de sang Trotsky et Zinoviev, non Lénine. Les événements ne devaient pas leur laisser le temps de formuler un programme nettement articulé. Telles qu'elles sont exprimées sous une forme plus ou moins claire dans les *Izvestia* de Kronstadt, leurs revendications ne faisaient que refléter les désirs les plus vifs, à ce moment, des ouvriers et des paysans russes. Outre le rétablissement des libertés politiques, ils exigeaient qu'il fût mis un terme à une politique agraire caractérisée notamment par des empiétements sur la propriété paysanne, autant qu'aux discriminations en matière de rationnement alimentaire, en vigueur dans les villes. Il fallait, selon eux, en finir avec les privilèges de la bureaucratie d'État et de parti, et abolir l'emprise des communistes sur l'armée.

À la base de toutes ces revendications, il y en avait une, fondamentale : libres élections des soviets. Et on la retrouve dans toutes les proclamations des insurgés, à partir de l'appel du Petropavlosk. Elle devait bel et bien devenir le sym-

bole du mouvement de Kronstadt, lequel retournait contre les bolcheviks leur ancien mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux soviets ! » « Le pouvoir des soviets doit exprimer la volonté des masses travailleuses, sans qu'un parti quelconque prédomine », lit-on dans les *Izvestia*. « Kronstadt, avant-garde de la révolution, a ouvert la voie. [...] On n'y nourrit aucune intention mauvaise contre le pouvoir des soviets. Il est faux que l'insurrection soit antisoviétique comme les communistes le prétendent. [...] Il ne doit plus y avoir prédominance d'un parti quelconque. Nos soviets doivent exprimer non la volonté du parti, mais la volonté des électeurs. » Ceux de Kronstadt étaient assurément des partisans inconditionnels du système des conseils, mais de conseils indépendants, démocratiques, soustraits au monopole d'un parti unique. C'est justement parce que les bolcheviks l'avaient emporté en octobre 1917 au nom du pouvoir des soviets, sans l'avoir démocratiquement mis en place, que les insurgés leur vouaient une telle haine :

> *À bas la commissarocratie ! En s'emparant du pouvoir, le parti communiste promettait aux masses travailleuses tout le bien-être imaginable. Or que voyons-nous ? Il y a trois ans, on nous disait : « Vous pourrez révoquer vos députés et réélire vos soviets quand vous le voudrez. » Mais quand nous, ceux de Kronstadt, avons exigé la réélection des soviets sans intervention du parti, le nouveau Trepov-Trotsky a lancé l'ordre : « N'économisez pas les balles »*

Fidèles aux idéaux de la révolution d'octobre 1917, les insurgés se prononçaient contre la république parlementaire. « Les soviets, voilà le bastion des travailleurs, non pas l'Assemblée constituante ! », proclamaient-ils. Ils ne revendiquaient pas du tout la liberté pour les propriétaires fonciers, les capitalistes et les officiers. Mais ils se voyaient privés des fruits de la révolution dont les bolcheviks avaient trahi les aspirations. On trouvera une claire manifestation de ces sentiments dans l'article programmatique « Pourquoi nous combattons », paru dans les *Izvestia* du 8 mars 1921 :

> *En faisant la révolution d'Octobre, la classe ouvrière avait espéré obtenir son émancipation. Mais il en est résulté un esclavage encore plus grand de la personnalité humaine. L'autorité de la monarchie policière est passée aux mains des usurpateurs – les communistes – qui, au lieu de laisser la liberté aux travailleurs, leur inspirent la crainte permanente de tomber entre les pattes de la Tchéka* [...]. *Mais ce qui est le plus abject et le plus criminel, c'est la servitude*

morale instaurée par les communistes : ils ont mis la main sur la pensée, sur l'esprit des travailleurs, obligeant chacun à penser selon leurs préceptes. [...] *Sous le joug de la dictature communiste, la vie même est devenue pire que la mort.* [...] *Non, aucun compromis n'est possible. Il faut vaincre ou mourir ! Kronstadt rouge en donne l'exemple* [...]. *C'est à Kronstadt que nous avons hissé le drapeau de la révolte contre la tyrannie de ces trois dernières années, contre l'oppression de l'autocratie communiste qui a fait pâlir les trois siècles du joug monarchiste. C'est à Kronstadt que nous avons posé la première pierre de la troisième révolution qui brisera les dernières chaînes des ouvriers et leur ouvrira la nouvelle et large route de l'édification du socialisme.*

Ce rêve d'accession au règne de la liberté, il appartiendrait aux soviets de le réaliser. « Tout le pouvoir aux soviets, non aux partis ! », tel est le mot d'ordre qui revient le plus fréquemment dans les *Izvestia* de Kronstadt, côte à côte avec : « Vivent les soviets librement élus ! », « Le pouvoir des soviets affranchira du joug communiste les paysans travailleurs ! », « À bas les contre-révolutionnaires de droite comme de gauche ! ». (Souvent attribué aux insurgés, le mot d'ordre « les soviets sans les bolcheviks » ne fut pas mis en avant par eux. Cette surenchère fut forgée par un Milioukov en exil qui cherchait ainsi à souligner les visées anticommunistes du soulèvement.) Le mot d'ordre des soviets libres, celui de Kronstadt insurgé, manifestait l'emprise que l'idée des conseils continuait d'exercer sur les masses. Ainsi retourné contre le bolchevisme, il prouvait en même temps, avec la dernière netteté, à quel point la dictature bolchevique s'était éloignée des idéaux originaires de la souveraineté des conseils. Le règne de l'égalité sociale – dont Lénine s'était institué l'annonciateur dans *L'État et la Révolution* –, l'élimination de la bureaucratie – but proclamé des premiers décrets du gouvernement soviétique –, l'autodétermination des masses – que le mot d'ordre du pouvoir soviétique paraissait incarner –, toutes ces promesses, la réalité les avait fait voler en éclats au bout de quelques années de dictature. Aux yeux des insurgés de Kronstadt, les soviets actuels étaient l'image vivante de la révolution trahie, les libres élections de soviets indépendants mettraient la « troisième révolution » sur les rails. Tout ce que les révolutionnaires de Kronstadt ont dit et écrit dénote une foi irrationnelle dans l'idée des conseils, comme grand moyen de rénover la Russie. Dévoyée, avilie par les bolcheviks qui s'en servaient pour camoufler leur dictature, l'idée des conseils connut dans Kronstadt assiégé une brève résurrection.

Mais cette étincelle ne devait pas suffire à mettre le feu à la Russie entière. Les insurgés ne pouvaient en effet prendre appui sur un mouvement politique organisé qui, à cette époque, avait disparu du pays. Les événements de Kronstadt n'eurent en Russie que des échos relativement faibles ; seuls quelques clubs anarchistes de Moscou et de Petrograd diffusèrent des tracts invitant à soutenir activement les insurgés, tandis que les Mencheviks se bornaient à de simples manifestations de sympathie et à demander un règlement pacifique du conflit. De leur côté, les bolcheviks comprirent parfaitement que le mot d'ordre des « soviets libres » risquait de priver leur pouvoir de ses assises légitimes, l'idée des conseils à l'état pur restant inconciliable avec la dictature de parti. Ils cherchèrent donc, par tous les moyens, à éviter une propagation de l'incendie. Ouvert le 8 mars, sous le signe menaçant de l'insurrection, le Xe congrès du parti rétablit une discipline de fer au sein du groupe dirigeant. Au même moment, Lénine amorça le grand tournant qui devait conduire le pays du communisme de guerre à la « Nouvelle politique économique ». Cette conversion, il l'avait déjà certes envisagée, mais l'insurrection de Kronstadt précipita sa décision. Les bolcheviks comptaient calmer le mécontentement des masses en relâchant les contrôles étatiques dans le domaine économique, dans l'agriculture surtout. Ils allèrent même jusqu'à lancer une « campagne de réanimation » des soviets. Mais ils ne reprirent à leur compte aucune des revendications des insurgés : il n'y eut ni élections libres ni desserrement de l'emprise du parti sur les soviets. En outre, tout ce qui subsistait encore des partis non bolchevistes fut définitivement balayé. Les formations oppositionnelles se virent étouffées : leurs militants ou bien furent jetés en prison, ou bien abjurèrent publiquement leurs convictions ; quelques-uns de leurs dirigeants durent partir en exil, d'autres firent l'objet de procès politiques.

À partir de 1921, il n'exista plus en Russie soviétique d'opposition politique organisée contre le régime. C'est au sein même de la direction du Parti communiste que se sont déroulées, à compter de cette date, les luttes pour le pouvoir.

Oscar Anweiler

Source : Oscar Anweiler, *Les soviets en Russie, 1905-1921*, Marseille, Agone, 2019 [1958], pp. 452-457.

À l'école du capitalisme d'État

par Boris Souvarine

Si l'exigence de liberté politique était fondamentale dans les revendications des insurgés de Kronstadt, les revendications économiques y tenaient également une grande part, dans un contexte de famine extrême et de désorganisation complète des capacités de production du pays. Le texte proposé ci-dessous présente l'analyse qu'en fait Boris Souvarine, retraçant l'évolution politique de Lénine et de son parti du « communisme de guerre » à la « NEP », la nouvelle politique économique adoptée au lendemain de l'écrasement de Kronstadt.
Boris Souvarine (1895-1984), militant et intellectuel français d'origine russe, est l'un des membres fondateurs du Parti communiste français en 1920 et le représentera en URSS au sein du Komintern (l'Internationale communiste, inféodée à Moscou). Il en sera cependant exclu dès 1924 en raison de son refus de s'aligner sur la ligne bolchevique et de son rapprochement avec l'opposition trotskyste, puis évoluera par la suite vers une critique plus franche du léninisme. Le texte qui suit est extrait de son livre Staline. Aperçu historique du bolchévisme*, initialement paru en 1939.*

***

La situation économique ne cessait d'empirer, depuis le début de la révolution. [...] « Privilégiés », les ouvriers et les soldats vivaient à peine d'une ration misérable tandis que les paysans, en grand nombre affamés et à l'unanimité exaspérés, se défendaient par la dissimulation des denrées, la grève des semailles et parfois l'obstruction à main armée. [...] Avec une industrie produisant moins de 20 % d'avant-guerre, des finances anéanties par l'émission illimitée de papier-monnaie, un commerce intérieur réduit au troc clandestin, le commerce extérieur abaissé aux environs de zéro, l'économie soviétique était dans l'impasse.

Après coup, Lénine appellera tout cela du « communisme de guerre » pour résumer d'une courte formule sa justification rétrospective en arguant d'une circonstance extraordinaire. Mais par une contradiction de plus, il avouera aussi la responsabilité des communistes dans cette politique de spoliation aveugle et cruelle : « Nous avons commis bien des erreurs et le plus grand crime serait de ne pas comprendre que nous avons dépassé la mesure. » [...]

Le « communisme de guerre » fut certainement une tentative d'abord peu consciente, puis volontaire et intransigeante, de brûler les étapes afin d'établir le socialisme « d'assaut ». Les théoriciens attitrés d'un parti qui se réclamait du marxisme en avaient oublié les postulats économiques les moins contestables dans la griserie des succès politiques. [...]

Ni la socialisation des banques et des capitaux, ni la nationalisation de l'industrie, ni la collectivisation de l'agriculture ne répondaient aux projets des vainqueurs d'Octobre. En réponse aux imputations de la presse bourgeoise confondant nationalisation et confiscation, avant le coup d'État, Lénine a protesté de ses véritables intentions sans équivoque : les bolcheviks au pouvoir nationaliseraient les banques « sans enlever un sou à aucun propriétaire », car ils entendent par nationalisation simplement une direction effective. De même, la syndicalisation industrielle, ou constitution obligatoire en cartel, « ne changerait rien par rapport à la propriété et n'ôterait pas un sou à aucun propriétaire ». Lénine répète plusieurs fois « pas un sou ». Quant à l'hypothèse d'une expropriation des paysans, c'était encore une invention malveillante, « car même en cas de révolution socialiste véritable, les socialistes ne voudront et ne pourront exproprier les petits paysans ». Toutes ces promesses aboutiront à la socialisation intégrale des banques, de l'industrie et de la production agricole. L'élan de la révolution assaillie accomplissait, outre l'« expropriation des expropriateurs » préméditée de longue date, l'expropriation des expropriés.

La mainmise complète de l'État sur les usines et les fabriques n'entrait pas plus dans le programme du bolchevisme que dans celui du socialisme occidental. Faisant front à l'« infantilisme de gauche » en 1918, c'est-à-dire aux utopistes partisans d'une socialisation à outrance immédiate, Lénine écrivait : « Nous avons déjà confisqué, nationalisé, cassé et démoli plus que nous ne pouvons recenser... » Mais l'hostilité des patrons et des techniciens, l'échec irrémédiable de la direction ouvrière, l'incapacité technique et directoriale des syndicats, le traité de Brest avec ses clauses protectrices des biens allemands, le pillage et les abandons d'entreprises consécutifs aux troubles, – tout poussait à la solution la plus radicale. (Le monopole d'État sur le commerce des céréales fut adopté sous Kérenski dans des conditions analogues, par impossibilité d'agir autrement.) Cependant, au lieu de saisir la première occasion de démobiliser l'industrie comme l'armée, les bolcheviks finiront par idéaliser un pis-aller et, sous prétexte de « piller ce qui a été pillé », vivront en pillant même ce que personne n'avait pillé. Ce reniement de leurs principes aggravé

d'une méconnaissance de leur propre science sociale conduisit aux terribles mécomptes dont l'insurrection de Kronstadt fut l'épisode culminant.

Le mouvement de revendication des ouvriers et des marins, d'aspect absolument pacifique à l'origine, correspondait à l'agitation du prolétariat de Pétrograd excédé de privations, de déceptions et de brutalité de la « commisarocratie ». À la fin de février 1921, les grèves se multiplient dans la capitale du Nord et des meetings de travailleurs réclament du pain et des libertés, la réforme des soviets et le rétablissement du commerce. Les socialistes de diverses nuances en profitent pour influencer cette action spontanée dans un sens conforme à leurs vues. Les autorités communistes répondent par des arrestations, la fermeture des usines en effervescence, la répression des manifestations. Zinoviev, président du Soviet de Pétrograd, ne savait recourir qu'à des mesures de police.

Mais le froid et la faim, la crise du charbon et la réduction des rations – dues en partie à l'atrophie des chemins de fer – stimulaient la population. Les équipages de la flotte et la garnison de Kronstadt tiennent alors une assemblée imposante à laquelle prend part Kalinine en personne, reçu avec tous les honneurs, musique et drapeaux. Il en sort une résolution exigeant, dans l'esprit de la Constitution soviétique et du programme d'Octobre des bolcheviks, des élections libres aux soviets ; la liberté de parole et de presse pour les ouvriers et les paysans, les socialistes de gauche, les anarchistes, les syndicats ; la libération des prisonniers politiques ouvriers et paysans ; l'abolition des privilèges du parti communiste ; l'égalité des rations des travailleurs ; le droit des paysans et des artisans non exploiteurs à disposer du produit de leur travail. Une députation envoyée à Pétrograd est emprisonnée. Zinoviev n'avait pas d'autre argument.

Sur ce, un comité révolutionnaire provisoire est élu à Kronstadt, où la grande majorité des communistes se rallie au mouvement. Tout se borne à des proclamations mais cela suffit pour alarmer Zinoviev, qui communique à Moscou une sorte de panique. Le conseil du Travail et de la Défense riposte par un ordre décrétant l'état de siège et dénonçant la contre-révolution, les socialistes-révolutionnaires, les Gardes-Blancs, les Cent-Noirs, l'espionnage français, les généraux russes... Au lieu de l'apaisement, c'était la lutte. L'effusion de sang devenait inévitable. Après une sommation sans résultat, Trotsky ordonnera de bombarder ceux qu'il appelait naguère l'« orgueil de la révolution ».

Si les matelots et les ouvriers de Kronstadt avaient ourdi un complot ou dressé un plan, ils auraient attendu le dégel qui rendrait leur forteresse im-

prenable et mettrait Pétrograd sous le tir de la flotte. Mais ils espéraient gain de cause par la seule puissance de leur droit et grâce à la solidarité de la Russie laborieuse. Fils de paysans malheureux et dépouillés pour la plupart, ils se savaient les interprètes des doléances populaires. Leur candeur politique reste hors de doute comme leur fidélité à la révolution. Mais le lourd « appareil » du parti bolchéviste n'était déjà plus sensible à la pureté des meilleures intentions. Attaqués sur la glace par les *koursanti* (élèves-officiers sélectionnés), les mutins se défendirent, devenant insurgés malgré eux. L'Armée rouge lancée contre les forts refusa de marcher. Il fallut l'épurer, l'encadrer et la travailler spécialement, au moyen des renforts communistes arrivés du dixième Congrès. Par une sinistre ironie de l'histoire, la Commune de Kronstadt périt le 18 mars 1921, cinquantième anniversaire de la Commune de Paris.

On ne se glorifie pas de certaines victoires. Trotsky a consacré tout juste deux lignes de ses mémoires à l'affaire de Kronstadt. C'est pour y reconnaître un « dernier avertissement » signifié à son parti. Sans attacher par ailleurs trop d'importance aux diatribes grossières des bolcheviks acharnés à discréditer les vaincus, il est probable que la contre-révolution ait cherché à s'infiltrer dans le soulèvement pour tenter de l'orienter à son profit. Mais à qui en incomberait la principale responsabilité ? Trotsky l'a suffisamment indiqué, le jour où il écrivait : « Le régime de la *ration de famine* était lié à des troubles croissants qui ont amené en fin de compte l'insurrection de Kronstadt. » Et la *ration de famine* fut une conséquence du soi-disant communisme de guerre, tardivement abandonné de Lénine après le « dernier avertissement ».

Mais la légitimité des revendications des rebelles trouvait une consécration implicite dans le « tournant » opéré sous l'impulsion de Lénine au dixième Congrès, l'adoption d'une « nouvelle politique économique » – la NEP – qui devait corriger l'utopisme des pratiques en faillite. La fin du rationnement et des confiscations arbitraires, la faculté pour les petits producteurs de vendre leurs marchandises, la réouverture des marchés, en un mot la restauration d'un capitalisme limité et contrôlé, donnaient satisfaction aux besoins essentiels du peuple exténué. S'il est vrai que ses aspirations ou velléités politiques étaient toujours aussi brutalement brimées, la détente économique semblait un premier pas vers des temps meilleurs.

Accueillie avec soulagement dans le pays, la NEP ne fut pas admise sans stupeur par le Parti. Les militants désemparés obéirent mais ne comprenaient pas. Riazanov eut presque seul le courage de s'élever contre la procédure inso-

lite de Lénine, imposant une brusque volte-face sans consultations préalables ni licence de délibérer. L'Opposition ouvrière lui fit écho mais n'avait rien de sérieux à objecter au fait accompli. La gravité de la situation primait les formalités : « Si nous n'avions pas transformé notre politique économique, nous n'aurions pas duré quelques mois de plus », dira Lénine au prochain congrès.

Le Parti suivit par docilité, et plutôt à contrecœur, avant de s'émerveiller une fois de plus de la clairvoyance de son guide. Mais Lénine, en l'occurrence, retardait sur les événements et n'avait nullement le mérite d'un pionnier. Deux ans auparavant, en 1919, Trotsky n'avait-il pas invité le Comité central, par l'intermédiaire de Staline, à enrayer les abus qui accablaient les paysans moyens de la Volga et à punir les fonctionnaires soviétiques coupables ? L'année suivante, ne proposa-t-il pas de remplacer les réquisitions par un impôt progressif en nature et d'instituer un échange équitable d'objets manufacturés contre les denrées agricoles, pour remédier à la décadence de l'économie rurale ? Lénine crut le réfuter en le traitant sévèrement de *free trader* (libre-échangiste) et le Comité central en repoussant son projet par 11 voix contre 4. À son habitude, Staline figurait parmi les suiveurs de la majorité. Deux mois avant Kronstadt, le menchévik Daline défendait au Congrès des Soviets l'impôt en nature et le droit des paysans à disposer de l'excédent. Lénine s'était donc laissé devancer et rien ne révèle ici le « génie » que ses disciples ont célébré, et dont il avait réellement fait preuve en Octobre, – mais une souple intelligence prompte à se ressaisir après un égarement passager.

Avec la NEP, Lénine cède du terrain économique pour conserver à son parti tous les privilèges politiques. Il revient dans une certaine mesure à son vrai programme et applique aux rapports de classes à l'intérieur la tactique de compromis couronnée de succès à l'extérieur dans les relations avec les nations capitalistes. Sur ce dernier chapitre, ses idées étaient très nettes. Au lendemain de la grande guerre, il fit envoyer par Tchitchérine une note aux Alliés pour offrir de reconnaître les emprunts et les dettes, consentir des concessions économiques et même des concessions territoriales. En 1921, il conseillait aux communistes allemands de subir le traité de Versailles comme les bolcheviks avaient accepté la paix de Brest. Sa certitude d'une révolution mondiale inéluctable concilie la rigidité doctrinale avec les artifices de la retraite et les transactions du compromis. Il se conforme d'instinct aux préceptes de Napoléon sur la guerre « dont l'art ne consiste qu'à gagner du temps lorsqu'on a des forces inférieures » et qui considérait les principes « comme des axes auxquels se rapporte une courbe ».

La complexité des problèmes à résoudre au-dedans ne se prêtait pas aux solutions relativement simples des solutions au-dehors. Aussi Lénine s'estimait-il fondé à manœuvrer en louvoyant, à contourner plus d'une fois les obstacles, à monter ou à descendre « en zig-zag ». Il a souligné plus d'une fois qu'on ne connaît point de livres enseignant à conduire une révolution à bonne fin et que, Marx n'ayant pas dissipé d'avance tous les doutes, il faut apprendre à se tirer d'affaire sans son secours posthume... La NEP n'était pas une conception achevée d'un coup mais un changement d'orientation, suivi de tâtonnements et de découvertes, d'une série de décrets successivement rectifiés ou complétés. Restitution conditionnelle d'habitations et affermage de petites ou moyennes entreprises aux anciens propriétaires, location de fabriques, concessions aux étrangers, rétablissement du salariat, réhabilitation de l'argent, restauration du commerce privé, suppression des services gratuits... Personne ne savait précisément jusqu'où il faudrait reculer. « Nous avons été vaincus dans notre tentative de réaliser le socialisme d'assaut », expliquait Lénine pour conforter le moral ébranlé du Parti, mais « la défaite n'est pas le plus grand danger, c'est la crainte de reconnaître sa défaite ». Après six mois, il annoncera encore un « recul supplémentaire » et au bout d'un an seulement, la fin de la « retraite ».

Ses nombreuses définitions de la NEP, à la fois diffuses et fragmentaires, mettent en relief tantôt tel trait, tantôt tel autre, selon l'opportunité. L'une des moins insuffisantes est celle où il affirme la nécessité d'« abandonner la construction immédiate du socialisme pour se replier dans bien des domaines économiques vers le capitalisme d'État ». Sur le thème du capitalisme d'État, il se rapporte à une brochure de 1918 où il a écrit : « Si la révolution tarde en Allemagne, nous devrons nous mettre à l'école du capitalisme d'État des Allemands, l'imiter de toutes nos forces, *ne pas craindre les procédés dictatoriaux pour accélérer cette assimilation de la civilisation occidentale par la Russie barbare*, ne pas reculer devant les moyens barbares pour combattre la barbarie. » Prescription qui devait entre toutes se graver dans l'esprit de ses héritiers et plus particulièrement de Staline.

Boris Souvarine

Source : Boris Souvarine, *Staline. Aperçu historique du bolchévisme*, Paris, Gérard Lebovici, 1985 [1939], pp. 245-251.

L'émeute fut liquidée

par le Comité central du PCUS

*Le texte suivant évoque Kronstadt d'un point de vue tout à fait différent : il s'agit en effet d'un extrait de l'*Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.*, ouvrage publié en 1939 par le Bureau d'éditions créé par le Parti communiste français, et donc étroitement contrôlé par la direction du Komintern à Moscou. Une mention en première page précise que le livre a été « rédigé par une commission du Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S. et approuvé par le Comité central du P.C.(b) de l'U.R.S.S. 1938 ». C'est donc bien à la révision stalinienne des faits que nous avons affaire, archétype de la réécriture totalitaire de l'histoire qui inspirera à George Orwell le « ministère de la Vérité » de son roman* 1984. *Comme le notait Ante Ciliga en 1938 également, dans un article pour* La révolution prolétarienne, *« lorsque des révolutionnaires, demeurant tels en paroles, accomplissent, en fait, les tâches de la réaction et de la contre-révolution, ils doivent inéluctablement avoir recours au mensonge, à la calomnie et à la falsification ».*

***

Le pays des Soviets après la liquidation de l'intervention et de la guerre civile. Les difficultés de la période de rétablissement.

Après en avoir fini avec la guerre, le pays des Soviets s'engagea dans la voie d'une œuvre de paix : la construction de l'économie. Il fallait guérir les plaies de la guerre. Il fallait rétablir l'économie nationale délabrée, mettre de l'ordre dans l'industrie, les transports, l'agriculture.

Mais ce passage à la construction pacifique devait s'effectuer dans des conditions extrêmement dures. La victoire remportée dans la guerre civile avait coûté cher. Le pays était ruiné par quatre années de guerre impérialiste et trois années de guerre contre l'intervention.

La production globale de l'agriculture, en 1920, ne représentait qu'environ la moitié de celle d'avant-guerre. Or, il ne faut pas oublier que le niveau

d'avant-guerre était celui de la misérable campagne des temps tsaristes. Au surplus, en 1920, nombre de provinces avaient souffert d'une mauvaise récolte. L'économie paysanne se trouvait dans une situation pénible.

Plus difficile encore était la situation de l'industrie en pleine ruine. La production de la grande industrie, en 1920, n'atteignait qu'un septième environ de la production d'avant-guerre. La plupart des fabriques et des usines étaient arrêtées ; les mines détruites, inondées. La métallurgie était dans un état lamentable. La production de fonte pour toute l'année 1921 ne fut que de 116 300 tonnes, c'est-à-dire environ 3 % de la production d'avant-guerre. On n'avait pas assez de combustible. Les transports étaient désorganisés. Les réserves de métaux et de tissus étaient presque épuisées. Le pays manquait du strict nécessaire : pain, graisses, viande, chaussures, vêtements, allumettes, sel, pétrole, savon.

Pendant la guerre, on avait pris son parti de ces manques et de ces insuffisances, parfois même on avait cessé d'y faire attention. Mais, maintenant qu'il n'y avait plus de guerre, les gens sentirent tout à coup ce que ces privations avaient d'intolérable et demandèrent qu'il y fût remédié sans délai.

Du mécontentement apparut chez les paysans. Dans le feu de la guerre civile, on avait vu se créer et se fortifier l'alliance politique et militaire de la classe ouvrière et de la paysannerie. Cette alliance reposait sur une base déterminée : au paysan, le pouvoir des Soviets assurait la terre ainsi que la défense contre le grand propriétaire foncier, contre le koulak ; les ouvriers recevaient de la paysannerie les denrées provenant du prélèvement des excédents.

Maintenant cette base s'avérait insuffisante.

L'État soviétique s'était vu obligé de prendre au paysan, par voie de prélèvement, tous ses excédents, afin de pourvoir aux besoins de la défense. La victoire dans la guerre civile eût été impossible sans les prélèvements, sans la politique du communisme de guerre. Cette politique avait été imposée par la guerre, par l'intervention. La paysannerie l'acceptait alors ; elle ne faisait pas attention au manque de marchandises ; mais lorsque la guerre fut terminée et que la menace du retour du grand propriétaire foncier eut disparu, le paysan commença à manifester son mécontentement du prélèvement de tous les excédents et demanda à être pourvu d'une quantité suffisante de marchandises.

Tout le système du communisme de guerre, comme l'indiquait Lénine, était entré en collision avec les intérêts de la paysannerie.

La vague de mécontentement avait gagné aussi la classe ouvrière. Le prolétariat avait supporté le fardeau principal de la guerre civile, en luttant héroï-

quement, avec abnégation, contre les cohortes de gardes blancs et d'envahisseurs, contre la ruine et la famine. Les meilleurs ouvriers, les plus conscients, les plus dévoués et les plus disciplinés brûlaient du feu de l'enthousiasme socialiste. Mais le profond délabrement économique influait aussi sur la classe ouvrière. Les rares fabriques et usines qui marchaient encore, ne fonctionnaient qu'avec de graves à-coups. Les ouvriers étaient obligés de bricoler, de confectionner des briquets, de mettre sac au dos pour aller chercher à la campagne des produits alimentaires. La base de classe de la dictature du prolétariat commençait à faiblir ; la classe ouvrière s'émiettait ; on voyait des ouvriers partir à la campagne, cesser d'être ouvriers, se déclasser. La famine et la fatigue provoquaient le mécontentement d'une partie des ouvriers.

Le Parti dut envisager, pour tous les problèmes de la vie économique du pays, une nouvelle orientation conforme à la situation nouvelle.

Et le Parti se mit à la tâche.

Cependant, l'ennemi de classe ne dormait pas. Il cherchait à exploiter la pénible situation économique et le mécontentement des paysans. Des émeutes de koulaks, organisées par les gardes blancs et les socialistes-révolutionnaires, éclatèrent en Sibérie, en Ukraine, dans la province de Tambov (rébellion d'Antonov). On assista à une recrudescence d'activité de tous les éléments contre-révolutionnaires : menchéviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes, gardes blancs, nationalistes bourgeois. L'ennemi recourut à une nouvelle tactique de lutte contre le pouvoir des Soviets. Il se camoufla en empruntant les couleurs soviétiques ; au lieu du vieux mot d'ordre avorté « À bas les Soviets ! » il lança un mot d'ordre nouveau : « Pour les Soviets, mais sans les communistes. »

L'émeute contre-révolutionnaire de Kronstadt fut un exemple patent de la nouvelle tactique de l'ennemi de classe. Elle commença huit jours avant l'ouverture du Xe congrès du Parti, en mars 1925. À la tête de l'émeute se trouvaient des gardes blancs liés aux socialistes-révolutionnaires, aux menchéviks et à des représentants d'États étrangers. La volonté des émeutiers était de rétablir le pouvoir et la propriété des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, mais ils cherchèrent à la dissimuler au début sous une enseigne « soviétique » ; ils formulèrent le mot d'ordre : « Les Soviets sans les communistes ». La contre-révolution entendait exploiter le mécontentement des masses petites-bourgeoises, et tout en se couvrant d'un mot d'ordre pseudo-soviétique, renverser le pouvoir des Soviets.

Deux circonstances avaient facilité l'émeute de Kronstadt : la composition, qui avait empiré, des équipages des navires de guerre et la faiblesse de l'organisation bolchevik de Kronstadt. Les vieux matelots qui avaient pris part à la Révolution d'Octobre étaient presque tous partis au front, où ils combattaient héroïquement dans les rangs de l'Armée rouge. De nouveaux contingents étaient venus s'incorporer dans la flotte, qui n'avaient pas été aguerris au feu de la révolution. Ces contingents étaient formés d'une masse encore parfaitement fruste de paysans, qui reflétait le mécontentement de la paysannerie à l'égard des prélèvements. Quant à l'organisation bolchevik de Kronstadt en cette période, elle avait été gravement affaiblie par une série de mobilisations pour le front. C'est ce qui avait permis aux menchéviks, aux socialistes-révolutionnaires et aux gardes blancs de s'infiltrer dans Kronstadt et d'en prendre possession.

Les émeutiers s'étaient emparés d'une forteresse de premier ordre, de la flotte, d'une immense quantité d'armements et d'obus. La contre-révolution internationale chantait victoire. Mais c'était trop tôt se réjouir. L'émeute fut promptement écrasée par les troupes soviétiques. Le Parti envoya contre les émeutiers de Kronstadt ses meilleurs fils, les délégués du Xe congrès, Vorochilov en tête. Les soldats rouges marchèrent sur Kronstadt en avançant sur la mince couche de glace du golfe. La glace cédant, beaucoup se noyèrent. Il fallut prendre d'assaut les forts presque inexpugnables de Kronstadt. Le dévouement à la révolution, la bravoure et la volonté de sacrifier sa vie pour le pouvoir des Soviets eurent le dessus. La forteresse de Kronstadt fut prise d'assaut par les troupes rouges. L'émeute fut liquidée.

Le Comité central du PCUS

Sources : *Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.*, Paris, Bureau d'éditions, 1939, pp. 234-236. Pour la citation dans l'introduction : Ante Ciliga, *L'insurrection de Kronstadt et la destinée de la Révolution russe*, Paris, Allia, 2015 [1938].

Beaucoup de bruit à propos de Kronstadt

par Léon Trotsky

Retour sur Kronstadt

par Dwight Macdonald

Les deux textes proposés ici visent à rendre compte de la polémique surgie à la fin des années 1930 quant au rôle joué par Trotsky dans la répression du soulèvement de Kronstadt, alors qu'il était chef de l'armée rouge. Ils sont à situer dans un contexte particulier, celui des « Procès de Moscou » : tenus de 1936 à 1938 et montés de toutes pièces sur la base de témoignages extorqués par la torture, ces procès visaient à « purger » le Parti communiste des (anciens) opposants politiques à Staline. L'invraisemblance des accusations proférées lors de ces procès à grand spectacle suscite la perplexité à l'international, et aux États-Unis se met alors en place la « commission Dewey » – du nom du philosophe libéral qui la préside – dans le but d'enquêter sur la réalité des accusations portées contre Trotsky, alors réfugié au Mexique et dénoncé par l'URSS comme « un terroriste à la solde des nazis ».

C'est dans le cadre de cette enquête que Trotsky sera amené à justifier son rôle dans la répression de Kronstadt. Sa position suscitera les répliques de nombreuses personnalités telles qu'Emma Goldman, Ida Mett, Victor Serge ou encore Ante Ciliga, à propos de la réponse duquel il a pu être écrit plus récemment : « Les faits nous démontrent que les staliniens sont des léninistes qui ont réussi. Ciliga nous aide à comprendre que les trotskystes ne sont que des staliniens qui ont tout raté. »

Nous proposons ici une version abrégée d'un texte publié à l'époque par Trotsky lui-même et intitulé « Beaucoup de bruit à propos de Kronstadt » (l'entier du document peut être consulté en ligne sur le site www.marxists.org), ainsi qu'une réponse à ce texte publiée peu après par Dwight Macdonald, intellectuel et journaliste américain passé par le trotskysme pour évoluer ensuite vers des positions pacifistes et anarchistes.

Beaucoup de bruit à propos de Kronstadt

Léon Trotsky (1938)

Un « front populaire » d'accusateurs

La campagne autour de Kronstadt est menée dans certains milieux avec une énergie qui ne se relâche pas. On pourrait croire que la révolte de Kronstadt ne s'est pas produite il y a dix-sept ans, mais hier seulement. Anarchistes, mencheviks russes, sociaux-démocrates de gauche du bureau de Londres, confusionnistes individuels, le journal de Milioukov [ancien dirigeant du parti constitutionnel-démocrate émigré en France, Pavel N. Milioukov y publiait un journal dans lequel il attaquait Trotsky à propos de Kronstadt] et, à l'occasion, la grande presse capitaliste participent à cette campagne avec un zèle égal et les mêmes cris de ralliement. En son genre, c'est une sorte de « Front populaire » !

Hier seulement, j'ai trouvé par hasard dans un hebdomadaire mexicain de tendance à la fois catholique réactionnaire et « démocratique », les lignes suivantes : « Trotsky ordonna l'exécution de 1500 (?) marins de Kronstadt, ces purs d'entre les purs. Sa politique quand il était au pouvoir ne différait en rien de la politique actuelle de Staline. » Comme on le sait, c'est la même conclusion qu'ont tirée les anarchistes de gauche. Lorsque, pour la première fois, je répondis brièvement dans la presse aux questions de Wendelin Thomas, membre de la commission d'enquête de New York, le journal des mencheviks russes vola au secours des mutins de Kronstadt et de... Wendelin Thomas. Le journal de Milioukov intervint dans le même sens. Les anarchistes m'attaquèrent encore plus fort. Toutes ces autorités proclamaient que ma réponse à Thomas était sans valeur. Cette unanimité est d'autant plus remarquable que les anarchistes défendent dans le symbole de Kronstadt l'authentique communisme anti-étatique ; à l'époque de l'insurrection de Kronstadt, les mencheviks étaient des partisans déclarés de la restauration du capitalisme, et, aujourd'hui encore, Milioukov est pour le capitalisme.

Comment l'insurrection de Kronstadt peut-elle être à la fois si chère au cœur des anarchistes, des mencheviks et des contre-révolutionnaires libéraux ? La réponse est simple : tous ces groupes ont intérêt à discréditer l'unique courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau, qui ne se soit jamais compromis avec l'ennemi, et qui soit le seul à représenter l'ave-

nir. C'est pourquoi il y a parmi les accusateurs attardés de mon « crime » de Kronstadt tellement d'anciens révolutionnaires, ou d'anciens demi-révolutionnaires, de gens qui jugent nécessaire de détourner l'attention des abjections de la IIIe Internationale ou de la trahison des anarchistes espagnols. Les staliniens ne peuvent pas encore se joindre ouvertement à la campagne autour de Kronstadt, mais à coup sûr ils se frottent les mains de satisfaction. Autant de coups dirigés contre le « trotskysme », contre le marxisme révolutionnaire, contre la IVe Internationale ! [. . .]

Les groupements sociaux et politiques à Kronstadt

La révolution est « faite » directement par une *minorité*. Cependant le succès d'une révolution n'est possible que si cette minorité trouve un appui plus ou moins grand, ou au moins une amicale neutralité de la part de la majorité. La succession des divers stades de la révolution, de même que le passage de la révolution à la contre-révolution sont directement déterminés par les modifications des rapports politiques entre minorité et majorité, entre avant-garde et classe.

Parmi les marins de Kronstadt, il y avait trois couches politiques : les révolutionnaires prolétariens, certains ayant un sérieux passé de luttes et une trempe révolutionnaire ; la couche intermédiaire, la majorité essentiellement d'origine paysanne ; et enfin une couche de réactionnaires, fils de koulaks, de boutiquiers et de popes. Au temps du tsar, l'ordre ne pouvait être maintenu sur les bateaux de guerre et dans la forteresse que dans la mesure où le corps des officiers, par l'intermédiaire de la partie réactionnaire des sous-officiers et des marins, exerçait son influence ou sa terreur sur la large couche intermédiaire, isolant ainsi les révolutionnaires, qui étaient surtout les mécaniciens, les artilleurs, les électriciens, c'est-à-dire surtout des ouvriers de ville. [...]

La composition politique du soviet de Kronstadt reflétait la composition sociale de la garnison et des équipages. Dès l'été 1917, la direction du soviet appartenait au parti bolchevik. Il s'appuyait sur la meilleure partie des marins et comprenait nombre de révolutionnaires passés par l'illégalité, libérés des bagnes. Mais les bolcheviks constituaient, si je me souviens bien, même durant les journées de l'insurrection d'Octobre, moins de la moitié du soviet. Plus de la moitié était constituée par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes. Les mencheviks n'existaient absolument pas à Kronstadt. Le

parti menchevik haïssait Kronstadt. Les socialistes-révolutionnaires officiels n'avaient d'ailleurs pas à son égard une attitude meilleure. Les socialistes-révolutionnaires de Kronstadt étaient passés très vite à l'opposition contre Kerenski et constituaient un des détachements de choc de ceux qu'on appelait les socialistes-révolutionnaires « de gauche ». Ils s'appuyaient sur les éléments paysans de la flotte et sur la garnison de terre. Quant aux anarchistes, ils constituaient le groupe le plus bigarré. Il y avait parmi eux d'authentiques révolutionnaires, du genre de Jouk ou de Jelezniak ; mais c'étaient des individus isolés, étroitement liés aux bolcheviks. La majorité des « anarchistes » de Kronstadt représentait la masse petite-bourgeoise de la ville et, du point de vue du niveau révolutionnaire, était au-dessous des socialistes-révolutionnaires de gauche. Le président du soviet était un sans-parti, « sympathisant anarchiste », mais au fond un petit fonctionnaire tout à fait paisible, qui avait été auparavant plein de déférence pour les autorités tsaristes et l'était maintenant pour la révolution. L'absence complète de mencheviks, le caractère « gauche » des socialistes-révolutionnaires et la coloration anarchiste de la petite bourgeoisie s'expliquent par l'acuité de la lutte révolutionnaire de la flotte et l'influence dominante de la partie prolétarienne des marins.

Les modifications intervenues pendant les années de la guerre civile

Cette caractérisation politique et sociale de Kronstadt que l'on pourrait, si l'on voulait, corroborer et illustrer par de nombreux faits et documents, permet déjà d'entrevoir les modifications qui se sont produites à Kronstadt durant les années de la guerre civile et dont le résultat fut de changer sa physionomie jusqu'à la rendre méconnaissable. C'est précisément sur ce côté très important de la question que mes accusateurs tardifs ne disent pas un mot, en partie par ignorance, en partie par mauvaise foi. [...]

Après la liquidation de Ioudénitch à l'hiver 1919, la flotte de la Baltique et Kronstadt tombèrent dans une prostration totale. On en avait retiré tout ce qui avait quelque valeur, pour le jeter dans le Sud, contre Denikine. Si les marins de Kronstadt de 1917-1918 s'étaient trouvés considérablement au-dessus du niveau de l'Armée rouge et avaient constitué l'armature de ses premiers détachements, de même que l'armature du régime soviétique dans de nombreux gouvernements, les marins qui étaient restés dans le Kronstadt

« en paix » jusqu'au début de 1921 sans trouver d'emploi sur aucun des fronts de la guerre civile, étaient en règle générale considérablement au-dessous du niveau moyen de l'Armée rouge, et contenaient un fort pourcentage d'éléments complètement démoralisés qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient comme des souteneurs. [...]

Les causes sociales du soulèvement

La tâche d'une enquête sérieuse est de déterminer, sur la base de données objectives, la nature sociale et politique de la rébellion de Kronstadt et la place qu'elle occupe dans le développement de la révolution. En dehors de cela, la « critique » se réduit à des lamentations sentimentales du type pacifiste à la manière d'Alexandre Berkman, d'Emma Goldman et de leurs émules récents. Ces messieurs n'ont pas la moindre notion des critères et des méthodes d'une enquête scientifique. Ils citent les appels des insurgés comme des prédicateurs dévots citent les Saintes Écritures. Ils se plaignent d'ailleurs que je ne tienne pas compte des « documents », c'est-à-dire de l'Évangile selon Makhno et autres apôtres. « Tenir compte » des documents ne signifie pas les croire sur parole. Marx disait déjà qu'on ne pouvait pas juger les partis ni les individus sur ce qu'ils disent d'eux-mêmes. Le caractère d'un parti est déterminé beaucoup plus par sa composition sociale, son passé, ses relations avec les différentes classes et couches sociales que par ses déclarations verbales ou écrites, surtout quand elles sont faites au moment critique de la guerre civile. [...]

En 1917-1918, les ouvriers révolutionnaires entraînèrent derrière eux la masse paysanne, non seulement dans la flotte, mais également dans tout le pays. Les paysans s'emparèrent de la terre et la partagèrent, le plus souvent sous la direction des marins et des soldats qui rentraient dans leur village. Les réquisitions de pain ne faisaient que commencer et se limitaient d'ailleurs presque totalement à frapper les hobereaux et les koulaks. Les paysans se firent aux réquisitions comme à un mal temporaire. Mais la guerre civile dura trois ans. La ville ne donnait presque rien au village et lui prenait presque tout, surtout pour les besoins de la guerre. Les paysans avaient approuvé les « bolcheviks », mais devenaient de plus en plus hostiles aux « communistes ». Si au cours de la période précédente les ouvriers avaient mené en avant les paysans, les paysans maintenant tiraient les ouvriers en arrière. C'est seulement par suite d'un tel changement d'état d'esprit que les Blancs réussirent à attirer partiellement à eux des paysans et même des demi-ouvriers et demi-

paysans de l'Oural. C'est de ce même état d'esprit, c'est-à-dire de l'hostilité à l'égard de la ville, que s'est nourri le mouvement de Makhno, lequel arrêtait et pillait les trains destinés aux fabriques, aux usines et à l'Armée rouge, détruisait les voies ferrées, exterminait les communistes, etc. Bien entendu Makhno appelait cela la lutte anarchiste contre l'« État ». En fait, c'était la lutte du petit propriétaire exaspéré contre la dictature prolétarienne. Un mouvement analogue se produisit dans un certain nombre d'autres provinces, surtout dans celle de Tambov, sous le drapeau des « socialistes-révolutionnaires ». Enfin, dans diverses parties du pays, étaient à l'œuvre des détachements paysans qu'on appelait « les Verts », qui ne voulaient reconnaître ni les Rouges ni les Blancs et se tenaient à l'écart des partis de la ville. Les « Verts » se mesuraient parfois aux Blancs et reçurent d'eux de cruelles leçons ; mais ils ne rencontraient certes pas de pitié de la part des Rouges non plus. De même que la petite bourgeoisie est broyée entre les meules du grand capital et du prolétariat, de même les détachements de partisans paysans étaient réduits en poudre entre l'Armée rouge et l'Armée blanche.

Seul un homme à l'esprit tout à fait creux peut voir dans les bandes de Makhno ou dans l'insurrection de Kronstadt une lutte entre les principes abstraits de l'anarchisme et du socialisme d'État. Ces mouvements étaient en fait les convulsions de la petite bourgeoisie paysanne, laquelle voulait assurément s'affranchir du capital, mais en même temps n'était nullement d'accord pour se soumettre à la dictature du prolétariat. Elle ne savait pas concrètement ce qu'elle voulait elle-même et, de par sa situation, ne pouvait pas le savoir. C'est pourquoi elle couvrait si facilement la confusion de ses revendications tantôt du drapeau anarchiste et tantôt du drapeau populiste, tantôt d'un simple drapeau « vert ». S'opposant au prolétariat, elle tentait, sous tous ces drapeaux, de faire tourner à l'envers la roue de la révolution.

Le caractère contre-révolutionnaire de la rébellion de Kronstadt

[...] Si on ne se laisse pas abuser par des mots d'ordre pompeux, de fausses étiquettes, etc., le soulèvement de Kronstadt n'apparaît que comme une réaction armée de la petite bourgeoisie contre les difficultés de la révolution socialiste et la rigueur de la dictature prolétarienne. C'est précisément la signification du mot d'ordre de Kronstadt, « Les soviets sans communistes », dont se sont immédiatement emparés non seulement les socialistes-révolutionnaires, mais aussi les libéraux bourgeois. En tant que représentant le plus

perspicace du capital, le professeur Milioukov comprenait qu'affranchir les soviets de la direction des communistes, c'était tuer à bref délai les soviets. C'est confirmé par l'expérience des soviets russes dans la période du règne des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires et plus clairement encore par l'expérience des soviets allemands et autrichiens sous le règne de la social-démocratie. Les soviets dominés par les socialistes-révolutionnaires et les anarchistes ne pouvaient servir que de marchepieds pour passer de la dictature du prolétariat à la restauration capitaliste. Ils n'auraient pu jouer aucun autre rôle, quelles qu'aient été les « idées » de leurs membres. Le soulèvement de Kronstadt avait ainsi un caractère contre-révolutionnaire. [...]

La NEP et l'insurrection de Kronstadt

Victor Serge, qui semble vouloir fabriquer une synthèse quelconque de l'« anarchisme », du poumisme et du marxisme, s'est mêlé bien malencontreusement à la discussion sur Kronstadt. Selon lui, l'introduction, une année plus tôt, de la NEP aurait pu éviter le soulèvement. Admettons-le. Mais il est très difficile de donner après coup de tels conseils. Certes, comme Serge le fait remarquer, j'avais proposé dès le début de 1920 le passage à la NEP. Mais je n'étais nullement convaincu d'avance du succès. Ce n'était pas pour moi un secret que le remède pouvait s'avérer pire que le mal. Quand je me heurtai à l'opposition de la direction du parti, je ne fis pas ouvertement appel à la base, pour ne pas mobiliser la petite bourgeoisie contre les ouvriers. Il fallut l'expérience des douze mois qui suivirent pour convaincre le parti de la nécessité d'un cours nouveau. Mais il est remarquable que précisément les anarchistes de tous les pays aient accueilli la NEP comme... une trahison du communisme. Et maintenant, les avocats des anarchistes nous accusent de ne pas l'avoir introduite une année plus tôt !

Au cours de l'année 1921, Lénine a plus d'une fois publiquement reconnu que l'obstination du parti à maintenir les méthodes du communisme de guerre était devenue une grave erreur. Mais qu'est-ce que cela change à l'affaire ? Quelles qu'aient été les causes de l'insurrection de Kronstadt, immédiates ou lointaines, sa signification était celle d'une menace mortelle pour la dictature du prolétariat. La révolution prolétarienne, même si elle avait commis une erreur politique, devait-elle se punir elle-même et se suicider ?

Ou peut-être suffisait-il de communiquer aux insurgés de Kronstadt les décrets sur la NEP pour les apaiser de cette façon ? Illusion ! Les insurgés n'avaient pas consciemment de programme, et, par la nature même de la petite

bourgeoisie, ne pouvaient pas en avoir. Eux-mêmes ne comprenaient pas clairement que leurs pères et leurs frères avaient, avant tout, besoin de la liberté du commerce. Ils étaient mécontents, révoltés, mais ne connaissaient pas d'issue. Les éléments les plus conscients, c'est-à-dire les plus à droite, qui agissaient en coulisse, voulaient la restauration du régime bourgeois. Mais ils n'en parlaient pas à voix haute. L'aile « gauche » voulait la liquidation de la discipline, les « soviets libres » et une meilleure pitance. Le régime de la NEP ne pouvait apaiser les paysans que graduellement, et, à la suite des paysans, la partie mécontente de l'armée et de la flotte. Mais il fallait pour cela l'expérience et le temps. [...]

Les « insurgés de Kronstadt » sans forteresse

Au fond, messieurs les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat, et, de ce fait, les adversaires de la révolution. C'est en cela que tient tout le secret. [...]

La classe ouvrière – pour ne pas parler des masses semi-prolétariennes – est hétérogène, socialement comme politiquement. La lutte des classes engendre la formation d'une avant-garde qui attire à elle les meilleurs éléments de la classe. La révolution est possible au moment où l'avant-garde réussit à entraîner avec elle la majorité du prolétariat. Mais cela ne signifie nullement que disparaissent les contradictions entre les travailleurs eux-mêmes. Au point culminant de la révolution, elles sont certes atténuées, mais seulement pour se manifester, ensuite, à la seconde étape, dans toute leur acuité. Telle est la marche de la révolution dans son ensemble. Telle fut sa marche à Kronstadt. Quand des raisonneurs en pantoufles veulent prescrire après coup à la révolution d'Octobre un autre itinéraire, nous ne pouvons que leur demander respectueusement de nous indiquer où et quand leurs grands principes se sont trouvés confirmés en pratique, ne fût-ce que partiellement, ne fût-ce que tendanciellement ? Où sont les signes qui permettent de compter à l'avenir sur le triomphe de ces principes ? Nous n'aurons bien entendu jamais de réponse.

La révolution a ses lois. Nous avons formulé depuis longtemps ces « leçons d'Octobre », qui ont une importance non seulement russe, mais également internationale. Personne n'a tenté de proposer d'autres « leçons ». [...]

Les discussions actuelles autour de Kronstadt tournent autour du même axe de classe que le soulèvement de Kronstadt lui-même, au travers duquel la partie réactionnaire des marins tentait de renverser la dictature du prolétariat. Sentant leur impuissance sur l'arène de la politique révolutionnaire

d'aujourd'hui, les confusionnistes et les éclectiques petits-bourgeois tentent d'utiliser le vieil épisode de Kronstadt pour combattre la IVe Internationale, c'est-à-dire le parti mondial de la révolution prolétarienne. Ces « Kronstadtiens » modernes seront écrasés comme les autres, sans avoir recours aux armes, il est vrai, car, heureusement, ils n'ont pas de forteresse.

Léon Trotsky

***

Retour sur Kronstadt

Dwight Macdonald (1938)

Chers camarades,

Je suis à la fois déçu et embarrassé par l'article de Trotsky sur Kronstadt publié dans votre numéro d'avril. Déçu parce que j'avais espéré une explication franche et raisonnablement objective de cette affaire. Embarrassé parce que j'admire Trotsky et que je me sens proche de la plupart de ses thèses politiques. Or un tel article – qui n'est rien d'autre qu'une brillante plaidoirie – ne permet guère de le défendre contre les accusations de sectarisme et de rigidité souvent portées contre lui.

Pour ceux qui, comme moi, estiment que la révolution prolétarienne est la seule voie qui mène au socialisme, la question cruciale est la suivante : la dégénérescence qui frappe actuellement l'URSS est-elle inévitable ? Plus précisément, quel est le degré de responsabilité de la théorie bolchevique dans l'avènement du stalinisme ? Dans *La Révolution trahie*, Trotsky soutient que le stalinisme est avant tout le résultat de la faible productivité de l'économie russe. Quand bien même cette analyse serait juste, comme je le pense, il faudrait peut-être en chercher l'origine dans certaines lacunes de la théorie politique bolchevique. N'est-ce pas le devoir de tout marxiste aujourd'hui de chercher résolument à identifier ces faiblesses, de reconsidérer entièrement la ligne bolchevique avec toute la distance critique requise ? J'ai l'impression que Trotsky n'est pas vraiment disposé à une telle remise en question. Il me semble plutôt attaché à défendre le léninisme qu'à tirer un quelconque enseignement des erreurs passées.

Son texte sur Kronstadt en est le meilleur exemple. Texte exalté, éloquent... et peu convaincant. Tous les arguments qu'il développe sont sans doute fondés, mais d'une façon telle que l'observateur extérieur est incapable de se forger une opinion pertinente sur l'affaire. Je n'ai ni le temps ni les connaissances – et *The New International* n'a certainement pas la place – pour reprendre un à un les points de la controverse. Je souhaiterais toutefois émettre quelques réserves sur le ton de l'article de Trotsky. Il me paraît en effet trop polémique pour un sujet qui requiert une approche dépassionnée et respectueuse du camp adverse. Le titre lui-même est méprisant (« Beaucoup de tapage autour de Kronstadt »), et certains termes employés pour qualifier l'opposition sont dignes d'un tribunal de police (« cette confrérie bigarrée », « cette cabale de charlatans »). Abus de langage d'autant moins justifiés que Trotsky n'avance aucune preuve pour réfuter les déclarations de Serge, Thomas, Berkman et Souvarine.

Trotsky commence son article par un amalgame digne de Vychinski [juriste russe qui se rendit célèbre comme procureur aux procès de Moscou] : « Anarchistes, mencheviks russes, sociaux-démocrates de gauche, [...] confusionnistes, le journal de Milioukov et, à l'occasion, la grande presse capitaliste [...] participent à cette campagne. Un véritable "Front populaire" ! » Je suppose que je fais partie, pour ma part, des « confusionnistes ». À ses yeux, quiconque critique Kronstadt est soit un déviationniste, soit un imbécile, de même que ceux qui ont dénoncé les procès de Moscou n'étaient pour les staliniens qu'un ramassis de trotskystes, de fascistes, d'assassins, et de valets des trotskystes (ça c'est pour moi). Je ne vois hélas pas beaucoup de différence entre l'acharnement que met Trotsky à traiter d'alliés objectifs de la contre-révolution tous ceux qui émettent des réserves sur la répression de Kronstadt (simplement parce que les ennemis de la révolution utilisent en effet l'épisode de Kronstadt pour discréditer le bolchevisme), et l'acharnement de Vychinski à mettre exactement sur le même plan la IVe Internationale et la Gestapo (simplement parce qu'ils s'opposent tous deux au régime stalinien). Le tour d'esprit qui consiste à écarter toute discussion subjective d'ordre politique ou théorique dès lors qu'elle se situe « objectivement » dans le camp de l'opposition me paraît à la fois dangereux et irréaliste. Je persiste à penser que l'on peut légitimement être troublé par la répression de Kronstadt sans être pour autant un idiot ou une canaille.

Une fois l'amalgame établi, Trotsky lui attribue son plus petit dénominateur commun : « Comment l'insurrection de Kronstadt peut-elle être à la fois si chère au cœur des anarchistes, des mencheviks et des contre-révolu-

tionnaires libéraux ? La réponse est simple : tous ces groupes ont intérêt à discréditer l'unique vrai courant révolutionnaire qui n'ait jamais renié son drapeau... » La réponse est peut-être un peu trop simple – comme le sont souvent, d'ailleurs, les réponses que propose Trotsky. Je ne crois pas avoir le moindre intérêt à « discréditer » le bolchevisme ; j'aurais préféré y adhérer pleinement, mais il se trouve hélas que j'ai un certain nombre de doutes, de critiques et d'objections. Est-il vraiment impossible de les exprimer sans être accusé de menées contre-révolutionnaires et du coup mis dans le même sac que les anarchistes, les mencheviks et autres journalistes capitalistes ?

L'article de Trotsky entend avant tout démontrer que la base sociale du soulèvement de Kronstadt était essentiellement petite-bourgeoise. Partant du principe que les marins de 1921 n'ont rien à voir avec les héros révolutionnaires de 1917, sa fastidieuse démonstration se borne à traiter de « petits-bourgeois » tous ceux dont le seul tort fut de s'opposer aux bolcheviks. Son raisonnement semble être le suivant : seule la politique conduite par les bolcheviks pouvait sauver la révolution ; or les partisans de Makhno, les Verts, les socialistes révolutionnaires, les insurgés de Kronstadt s'opposaient aux bolcheviks. Ils étaient donc objectivement contre-révolutionnaires et ils œuvraient donc objectivement pour la bourgeoisie. Un tel raisonnement élude le vrai problème. Et quand bien même son postulat initial serait recevable, le procédé intellectuel qui le sous-tend est très dangereux. Il rationalise une nécessité pratique regrettable – la suppression d'opposants politiques tout aussi convaincus d'agir au nom de l'intérêt supérieur des masses – pour en faire un combat entre le bien et le mal. Une mesure de police se transforme en une croisade morale, simplement parce qu'on refuse de faire la distinction entre les catégories dites objectives et subjectives – comme si on accusait un braqueur de banque de vouloir renverser le capitalisme ! Staline a bien retenu la leçon.

Trotsky ne dit presque rien des moyens employés par les bolcheviks pour sortir du conflit. Il ne se donne pas la peine de justifier les exécutions en masse qui, selon Victor Serge, ont eu lieu plusieurs mois après l'écrasement de la révolte. En fait, il n'en parle même pas. De même qu'il ne s'attarde guère sur un point crucial : les bolcheviks ont-ils sérieusement épuisé toutes les possibilités de parvenir à un règlement pacifique avant de faire parler la poudre ? « Ou peut-être suffisait-il, s'interroge Trotsky, de communiquer aux marins de Kronstadt les décrets sur la NEP (Nouvelle politique écono-

mique) pour les apaiser ? Illusion ! Les insurgés n'avaient aucun programme conscient, et, par leur nature même de petits-bourgeois, ne pouvaient pas en avoir. » Il admet ici implicitement le point de vue de Souvarine, à savoir que Lénine a mis la touche finale à la NEP au cours du Xe Congrès du Parti qui fut interrompu pour permettre aux délégués de participer à la liquidation des marins de Kronstadt. Lénine et Trotsky ont pris là une grave décision : celle de n'annoncer publiquement la NEP qu'après avoir noyé la mutinerie dans le sang alors même que certaines de ses revendications auraient été satisfaites par la NEP. Comment pouvaient-ils être si sûrs que tout compromis était impossible avec les insurgés sur la base du programme de la NEP ? Quelques phrases plus haut, Trotsky reconnaît que « la mise en place de la NEP une année plus tôt aurait évité le soulèvement de Kronstadt ». Mais les insurgés n'étant, selon Trotsky, que des petits-bourgeois sans « programme conscient », ils auraient refusé les concessions de fond qu'offrait la NEP. Petits-bourgeois ou pas, les hommes de Kronstadt avaient un programme. Souvarine, quant à lui, en donne le contenu dans sa biographie de Staline : « Des élections libres aux soviets ; la liberté de parole et de la presse pour les ouvriers et les paysans, les socialistes de gauche, les anarchistes et les syndicats ; la libération des prisonniers politiques ouvriers et paysans ; l'abolition des privilèges du parti communiste ; l'égalité des rations des travailleurs ; le droit des paysans et des artisans non exploiteurs à disposer du produit de leur travail. » Sans doute Trotsky entend-il le terme « programme conscient » d'une tout autre manière.

La partie la plus intéressante de son article est : « Certes, j'avais proposé dès 1920 le passage à la NEP [...] La direction du Parti s'y étant opposée, je ne fis pas ouvertement appel à la base, pour ne pas mobiliser la petite bourgeoisie contre les ouvriers. » Trotsky le souligne plus loin, Lénine avait admis que le « communisme de guerre » s'était poursuivi trop longtemps. Est-ce là juste une erreur de jugement, comme le laisse entendre Trotsky, ou bien une faute qui procède de la nature même de l'organisation politique bolchevique, où le pouvoir est concentré entre les mains d'un petit groupe de dirigeants au sein d'un appareil hiérarchique et bureaucratique si bien isolé des masses qu'ils ne peuvent que rester sourds à leurs appels – jusqu'à ce qu'il soit trop tard ? Ainsi lorsque l'un des dirigeants, instruit sur les besoins réels des masses, tente en vain de convaincre ses collègues de la justesse de ses vues, ses principes politiques lui interdisent d'en appeler à la base et de chercher des

appuis à l'extérieur. Trotsky a raison de dire que la bourgeoisie aurait cherché à tirer profit de la moindre division dans les rangs bolcheviques. Mais la constitution d'une dictature isolée et repliée sur elle-même ne représente-t-elle pas un danger plus grand encore ? Avec le risque que se multiplient alors des épisodes comme celui de Kronstadt ? Et la clique stalinienne aurait-elle pu s'emparer si facilement d'un parti qui aurait accordé aux masses une plus grande participation et à l'opposition de gauche une plus grande liberté, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du Parti ?

Voilà les questions que soulève Kronstadt. Trotsky n'y répond pas lorsqu'il résume ainsi son propos : « Au fond, ces messieurs les critiques sont les adversaires de la dictature du prolétariat, et, de ce fait, les adversaires de la révolution. Voilà le fond du problème. » C'est tout de même un peu plus compliqué : Rosa Luxemburg s'est opposée toute sa vie à la conception léniniste de la dictature du prolétariat. Mais ce n'est certainement pas en tant qu'« adversaire de la révolution » que les membres des Corps francs l'ont assassinée.

Dwight Macdonald
(*The New International*, juillet 1938)

Sources : Trotsky, Lénine, *Sur Kronstadt (Cahier Rouge n° 7)*, Edition de la Taupe, 1976, pp. 61- 74 ; Dwight Macdonald, *Une tragédie sans héros. Essais critiques sur la politique, la guerre et la culture (1938-1957)*, Saint-Front-sur-Nizonne, L'encyclopédie des nuisances, 2013, pp. 45-50.

Kronstadt a été superbe

par Alexandre Berkman

En conclusion de cette petite série de documents sur la révolte de Kronstadt, voici un texte d'Alexandre Berkman publié en postface de sa brochure La rébellion de Kronstadt, *éditée en 1922 par le périodique anarcho-syndicaliste allemand* Der Syndikalist.
Alexandre Berkman (1870-1936) est né en Lituanie, alors partie de l'empire russe, mais a vécu et milité dès sa jeunesse dans le mouvement anarchiste aux États-Unis, où il purgea notamment quatorze ans de prison pour avoir tenté d'assassiner un riche industriel lors d'une grève. Expulsé vers la Russie en 1919 dans le même bateau qu'Emma Goldman, il suivit le même chemin qu'elle de l'enthousiasme à la désillusion quant au régime mis en place par les communistes, dont il témoignera pour sa part dans Le mythe bolchevik. *Il sera par la suite très actif dans la dénonciation de la répression et le soutien aux prisonniers anarchistes en URSS.*

***

Leçons et portée de Kronstadt

Le mouvement de Kronstadt fut spontané, improvisé et pacifique. Qu'il se soit transformé en conflit armé finissant en tragédie sanglante, était entièrement dû au despotisme barbare de la dictature communiste.

Bien que Kronstadt soit consciente de la détermination des bolcheviks, elle avait encore confiance dans la possibilité d'une solution à l'amiable. Elle pensait que le gouvernement communiste était disposé à entendre raison ; elle le croyait pourvu d'un certain sentiment de justice et de liberté.

L'expérience de Kronstadt prouve une fois de plus que le gouvernement, l'État – quel que soit son nom ou son système – est toujours l'ennemi mortel de la liberté et de l'autodétermination du peuple. L'État n'a pas d'âme, pas de principe. Il n'a qu'un seul but – s'assurer le pouvoir et le garder à tout prix. C'est la leçon politique que l'on peut tirer des événements de Kronstadt.

Il y en a une autre, stratégique celle-là, enseignée par toute rébellion.

La réussite d'un soulèvement dépend de sa détermination, de son énergie et de son agressivité. Les rebelles ont pour eux l'opinion des masses popu-

laires. Cette opinion favorable s'aiguise sous l'exaspération grandissante de la rébellion. Il ne faut pas la laisser décroître et pâlir par un retour à la fadeur de la vie quotidienne. Par ailleurs, tout soulèvement a contre lui le puissant rouage de l'État. Le gouvernement a les moyens de concentrer entre ses mains les sources d'approvisionnement et les moyens de communication. Il ne faut pas laisser au gouvernement le temps de se servir de ses pouvoirs. La rébellion devrait être vigoureuse, frappant de façon inattendue et déterminée. Elle ne doit pas rester localisée, car sinon c'est la stagnation. Elle doit s'étendre et se développer. Une rébellion qui se localise, qui mène une politique d'attente ou qui se met sur la défensive, est inévitablement vouée à la défaite.

C'est à cet égard que Kronstadt a répété les fatales erreurs stratégiques des Communards de Paris. Ces derniers n'ont pas suivi les conseils de ceux qui étaient partisans d'une attaque immédiate sur Versailles alors que le gouvernement de Thiers était désorganisé. Ils n'ont pas entraîné le pays dans la révolution. Ni les ouvriers de Paris en 1871, ni les marins de Kronstadt ne visaient à faire tomber le gouvernement. Les Communards ne voulaient obtenir que certaines libertés républicaines, et lorsque le gouvernement essaya de les désarmer, ils chassèrent les ministres de Thiers de Paris, instaurèrent leurs libertés et se préparèrent à les défendre – rien de plus. De la même façon Kronstadt ne revendiquera que des élections libres aux soviets. Après avoir arrêté quelques commissaires, les marins se préparèrent à se défendre contre une attaque. Kronstadt refusa d'agir selon le conseil des experts militaires qui consistait à s'emparer immédiatement d'Oranienbaum. Ce fort était de la plus grande importance militaire, et de plus s'y trouvaient 50 000 *pouds* de blé appartenant à Kronstadt [un *poud* est l'équivalent d'environ 36 livres anglaises]. Un débarquement à Oranienbaum était faisable, car les bolcheviks auraient été pris par surprise et n'auraient pas eu le temps d'amener des renforts. Mais les marins ne voulaient pas déclencher l'offensive et c'est ainsi que l'instant psychologique leur échappa. Le fait que Kronstadt n'ait pas pris Oranienbaum, donna au gouvernement la possibilité de renforcer la forteresse grâce à ses régiments sûrs, d'éliminer les groupes « infectés » de la garnison, et d'exécuter les commandants de l'escadrille aérienne qui était sur le point de rejoindre les rebelles de Kronstadt. Parmi ceux qui furent exécutés à Oranienbaum, il y avait : Kolossov, chef de division des aviateurs de la marine rouge et président du comité révolutionnaire provisoire qui venait juste d'être formé à Oranienbaum ; Blabanov, secrétaire du comité, des membres du comité comme Romanov, Vladimorw,

etc. Quelques jours plus tard, lorsque les déclarations et les agissements du gouvernement bolchevique eurent convaincu Kronstadt qu'ils étaient impliqués dans un combat pour survivre, il était trop tard pour corriger l'erreur.

C'est ce qui arriva également à la Commune de Paris. Lorsque la logique de la lutte qui leur était imposée prouva qu'il était nécessaire d'abolir le régime de Thiers non seulement dans leur propre ville, mais dans le pays tout entier, c'était trop tard. Pendant la Commune de Paris comme dans la révolte de Kronstadt, la tendance aux tactiques passives, défensives, se révéla fatale.

Kronstadt est tombée. La révolte de Kronstadt pour les soviets libres fut réprimée dans le sang, alors qu'au même moment le gouvernement bolchevique acceptait des compromis avec les capitalistes européens, signant la paix de Riga, qui mit une population de 12 millions à la merci de la Pologne, et qui aida l'impérialisme turc à supprimer les républiques du Caucase.

Mais le « triomphe » des bolcheviks sur Kronstadt incluait aussi une défaite du bolchevisme. Il montrait l'aspect véritable de la dictature communiste. Les communistes étaient prêts à sacrifier le communisme, à accepter n'importe quel compromis avec le capitalisme international, alors qu'ils refusaient les revendications justifiées de leur propre peuple – des revendications exprimées dans les slogans d'Octobre par les bolcheviks eux-mêmes : des soviets élus par scrutin direct et secret, selon la constitution de la R.S.F.S.R. ; et la liberté d'expression de la presse pour les partis révolutionnaires.

Le dixième congrès du parti communiste de toute la Russie tenait sa session à Moscou au moment du soulèvement de Kronstadt. Au cours de ce congrès toute la politique économique bolchevique fut changée, par la suite des événements de Kronstadt et de l'attitude menaçante analogue des gens dans différentes autres régions de Russie et de Sibérie. Les bolcheviks préféraient changer leur politique de base, abolir la *razverstka* (réquisition forcée), introduire la liberté de commerce, faire des concessions aux capitalistes et renoncer au communisme lui-même – le communisme pour lequel la révolution d'Octobre avait eu lieu, pour lequel on versa des flots de sang, en menant la Russie à la ruine et au désespoir – mais ils ne voulaient pas permettre l'existence de soviets librement choisis.

Peut-on encore mettre en question le but véritable des bolcheviks ? Briguaient-ils les idéaux communistes ou le pouvoir du gouvernement ?

L'affaire de Kronstadt a une portée historique importante. Elle a sonné le glas du bolchevisme et de son parti, de la dictature, d'une centralisation in-

sensée, du terrorisme de la Tchéka et du système bureaucratique des castes. Elle a frappé au cœur même de l'autocratie bolchevique. En même temps elle a bouleversé les esprits intelligents et honnêtes d'Europe et d'Amérique au point de les amener à considérer d'un œil critique les théories et pratiques bolcheviques. Elle a montré la fausseté du mythe bolchevik présentant l'État communiste comme étant « le gouvernement des ouvriers et des paysans ». Elle a révélé que la dictature du parti communiste et de la révolution russe sont opposées, contradictoires et réciproquement exclusives. Elle a démontré que le régime bolchevique n'est que tyrannie et réaction absolues et que l'État communiste lui-même incarne la contre-révolution la plus puissante et la plus dangereuse.

Kronstadt est tombée. Mais elle est tombée victorieusement par son idéal et sa pureté morale, sa générosité et son humanité supérieure. Kronstadt a été superbe. Elle s'enorgueillissait avec raison de ne pas avoir versé le sang de ses ennemis, avec la présence des communistes parmi eux. Il n'y eut pas d'exécutions. Les marins, peu instruits, peu raffinés, étaient trop nobles pour suivre l'exemple bolchevique de vengeance : ils ne voulurent fusiller personne, pas même les commissaires haïs. Kronstadt a personnifié l'esprit généreux et clément de l'âme slave et le mouvement d'émancipation de la Russie qui remonte à un siècle.

Kronstadt fut le premier essai populaire et entièrement indépendant pour se libérer du joug du socialisme d'État – un essai fait directement par le peuple, par les ouvriers, les soldats et les marins eux-mêmes. C'était le premier pas vers la Troisième révolution qui est inévitable et qui, espérons-le, apportera la liberté et une paix durables à la Russie qui souffre depuis si longtemps.

Alexandre Berkman

Source : Alexandre Berkman, Emma Goldman, *La rébellion de Kronstadt et autres textes*, Quimperlé, La digitale, 2007, pp. 48-51.

Sommaire

3 *Kronstadt libérée parle aux ouvrières du monde*
Les insurgés de Kronstadt

5 *Les premiers dissentiments*
Voline

11 *L'atmosphère était chargée au point d'exploser*
Emma Goldman

17 *Pourquoi nous combattons*
Les insurgés de Kronstadt

23 *Une tentative de révolution soviétique libertaire*
Marie Isidine

29 *Tout le pouvoir aux soviets !*
Oskar Anweiler

33 *À l'école du capitalisme d'État*
Boris Souvarine

39 *L'émeute fut liquidée*
Le Comité central du PCUS

43 *Beaucoup de bruit à propos de Kronstadt / Retour sur Kronstadt*
Léon Trotsky / Dwight Macdonald

57 *Kronstadt a été superbe*
Alexandre Berkman

Centre international de recherches sur l'anarchisme (CIRA)
Beaumont 24 | 1012 Lausanne | www.cira.ch | info@cira.ch

Réalisé en 2021 entre Lausanne et Orbe
par six mains sales et molles
à 140 exemplaires.

st

Il y a cent ans, les marins, ouvriers et soldats de Kronstadt se soulevaient contre la dictature du Parti Communiste et réclamaient « tout le pouvoir aux soviets, et non aux partis ».

Le CIRA profite de cet anniversaire pour vous proposer de (re)découvrir une série de documents sur le sujet, principalement des écrits de témoins et de militant-es de l'époque, éclairant différents aspects de ce moment révolutionnaire longtemps occulté par tous les pouvoirs.

aDt